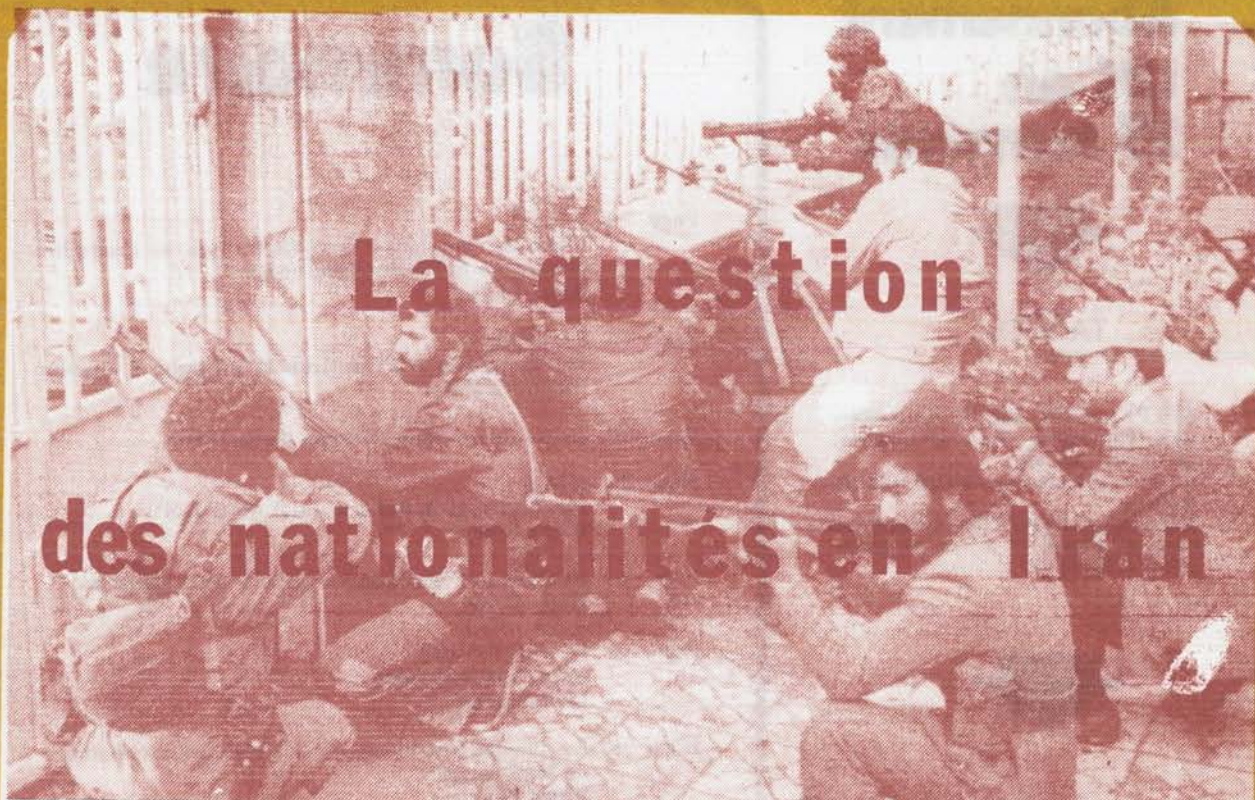




bimensuel
n° 54.7.06.79
7 Ff. 4 Fs. 50 Fb.

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



La question

des nationalités en Iran

Débat / Cuba :

Cuba vingt ans après

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**Abonnement
UN an
25 numéros**



TARIFS

100 FF, 50 FS, 700 FB, 25 dollars
Can. Par avion, USA et Canada:
35 dollars par an.
Pour les autres pays écrire à la ré-
daction.
Versement: libeller les chèques au
nom de Pascal Henri et les envo-
yer à «Inprecor».



Découper ce bulletin
et le retourner à «Inprecor»
accompagné d'un chèque bancaire
libellé au nom de Pascal Henri
Boîte postale 57,
93101 - Montreuil Cédex - France

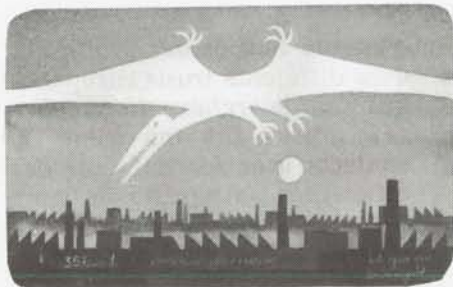
NOM
PRENOM
ADRESSE
.....
.....
PAYS

Sommaire

- Page 3 **ITALIE**
Plusieurs centaines d'ouvriers turinois au rassemblement pour la IVE Internationale
Anna Libera
- Page 5 **FRANCE**
Le Congrès du PCF confirme la politique de division
Jacques Lahire
- Page 10 **Le trente-huitième Congrès de la CFDT**
- Page 14 **IRAN**
Les Arabes se mobilisent pour leurs droits
Gerry Foley
- Page 16 **Comment la révolution a gagné le Turkménistan**
Gerry Foley
- Page 18 **DEBAT / CUBA**
Cuba vingt ans après
Livio Maitan
- Page 28 **Le rôle des trotskystes dans la révolution cubaine : un témoignage**
Angel Fanjul

«Inprecor», Boîte postale 57, 93101, Montreuil/Cedex - France
Directeur de publication : Jean-François Godchau
Imprimé par Rotographie (Montreuil). Commission paritaire:
No 59 117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment
les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.



Italie

Plusieurs centaines d'ouvriers turinois au rassemblement pour la IV^e Internationale

Anna LIBERA

Dans le cadre de la campagne que mènent toutes les sections européennes de la IV^e Internationale contre l'Europe des trusts et pour une riposte internationaliste des travailleurs à la crise capitaliste, les *Gruppi comunisti rivoluzionari* organisaient les 19 et 20 mai un rassemblement à Turin auquel participaient des délégations des sections européennes.

Pour les marxistes-révolutionnaires, en effet, l'internationalisme n'est pas un sujet de discours l'espace d'une campagne électorale, mais une pratique quotidienne qui passe par des rencontres et confrontations entre travailleurs de différents pays, par la construction d'une organisation internationale.

C'est ainsi Turin, centre symbolique de la montée ouvrière européenne de ces dix dernières années, que la IV^e Internationale avait choisi comme lieu presque « naturel » de rencontre de militants européens et italiens afin de débattre et de présenter les réponses que le mouvement ouvrier doit apporter à la crise.

Environ 1500 personnes ont participé deux jours durant à ce rassemblement. La moitié venait de Turin, en grande majorité des travailleurs dont un très

fort contingent de plus d'une centaine de la FIAT. On notait également la présence tout au long des débats de nombreux cadres syndicaux et, en particulier de la direction de la FLM (syndicat unitaire de la métallurgie) piémontaise. Le reste des participants venait des autres villes d'Italie et d'autres pays : particulièrement nombreuses étaient les délégations des sections française, suisse et allemande. Étaient également présents des camarades de Hollande, d'Autriche, d'Espagne, de... Nouvelle Zélande et d'Iran.

La participation importante de travailleurs turinois reflétait la forte implantation de nos camarades de Turin dans les grosses entreprises et le syndicat de leur ville et l'intérêt croissant qui existe pour les explications de la IV^e Internationale; elle était aussi la conséquence de la conception du débat qui a présidé à ce rassemblement : la IV^e Internationale avait en effet invité toutes les forces du mouvement ouvrier italien à participer à la discussion, à exposer leurs orientations et à débattre des nôtres.

Cette conception du débat est loin d'être partagée par tou-

tes les forces comme on a pu en avoir un exemple à Turin même : en effet, alors que la presse bourgeoise et l'*Unità*, de même que la radio annonçaient le rassemblement, les seuls journaux à ne pas en parler furent les quotidiens des organisations centristes (alors que des représentants de ces organisations étaient invités et participèrent aux débats !). Ce ne fut pas tout : par pur sectarisme, *Democrazia Proletaria* annonça trois jours avant un meeting national sur le terrorisme à Turin devant se dérouler le samedi après-midi et le dimanche et tenta de « débaucher » les représentants syndicaux qui devaient participer au rassemblement des GCR. Cette organisation aura appris, nous l'espérons, que le sectarisme ne paie pas : en effet, quelques dizaines de personnes seulement se présentèrent à son meeting le samedi après-midi et elle dut l'annuler le dimanche. En particulier, il faut souligner que de nombreux militants de DP refusèrent l'attitude sectaire de leur organisation et participèrent au rassemblement de la IV^e Internationale.

PASSER DES DISCOURS A LA PRATIQUE INTERNATIONALISTE

Ernest Mandel introduisit le débat central de l'après-midi sur la stratégie à mettre en avant pour construire l'Europe

des travailleurs. Participaient à ce meeting le camarade Leo Rota, candidat du PCI aux élections européennes, le camarade Pino Ferraris, membre de la direction de DP, le camarade Alberto Tridente, secrétaire national de la FLM, chargé des questions internationales, un camarade du PSI, un camarade du PDUP.

Mandel devait illustrer l'analyse que font les trotskyste de la situation en Europe : *« Dix ans après l'ouverture de la crise sociale, cinq ans après l'ouverture de la seconde crise économique la plus grave qu'ait connu le capitalisme au cours de son histoire, rien ne laisse prévoir une issue rapide favorable à la bourgeoisie »*. Mandel souligna longuement les graves attaques que cette crise fait subir aux travailleurs dans tous les pays. Mais il montra tout de suite l'attitude différente de la masse des travailleurs face à cette crise, si on la compare à celle des années 30. Evidemment, devait-il expliquer, chaque crise économique est une agression contre la classe ouvrière dont elle peut désemparer des secteurs. Mais deux éléments fondamentaux sont à souligner si l'on veut avoir une vision réelle de la situation en Europe : d'une part que les travailleurs n'acceptent pas la crise comme une fatalité et défendent becs et ongles leurs acquis de ces dernières années; d'autre part, que la faiblesse de la riposte n'est pas due à l'absence de combativité - au contraire - mais essentiellement à la politique des directions ouvrières, politiques et syndicales qui ont accepté «pacte social» et «austérité», «pacte de la Moncloa» et plan Barre, pour faire payer la crise aux travailleurs. Il devait ensuite montrer comment, malgré toutes ces attaques, la bourgeoisie n'a pas atteint ses objectifs. *« Elle n'a pas pu obtenir un changement qualitatif dans la répartition des revenus nationaux, c'est-à-dire un accroissement décisif du taux d'exploitation »*, ni surtout un recul de la combativité ouvrière qui lui permettrait de passer aux étapes suivantes de son offensive.

De cette analyse découlent les réponses que les travailleurs

doivent opposer à la concentration européenne du capital : l'unification des plateformes revendicatives, la coordination des luttes au niveau des branches, des trusts, de l'Europe, la lutte politique contre la bourgeoisie et pour des gouvernements ouvriers.

Au cours du débat qui s'ouvrit les organisations présentes exposèrent leurs positions avec une franchise qui a pu surprendre pas mal de participants étrangers. Ce fut le cas pour le représentant du PCI qui expliqua le respect de son parti pour les alliances militaires impérialistes, en particulier de l'OTAN. Ce fut surtout le cas du camarade Ferraris de DP qui illustra longuement les thèses de son organisation. Il expliqua que l'on assistait à un plan du capital visant à déstructurer la classe ouvrière : d'une part, en introduisant l'automatisation généralisée dans les entreprises des pays capitalistes avancés et, d'autre part, en décentralisant la production vers les pays d'Asie du sud-est. Cette crise va donc exclure la classe ouvrière qui ne peut plus être l'axe porteur d'une transformation de la société, ce rôle revenant aux *« nouveaux sujets sociaux »* comme les jeunes, les marginaux, etc. Le débat le plus intéressant se déroula sans doute avec le camarade Tridente de la FLM, qui revenait du Congrès de la Confédération européenne des syndicats à Munich. Il devait en effet s'inscrire en opposition aux discours dominants dans le mouvement syndical *« qui discute d'internationalisme mais ne le pratique pas »*. *« Je préfère une lutte menée au niveau international dans un trust à dix résolutions de congrès sur l'internationalisme »* soulignait-il, expliquant, à juste titre, que la conscience internationaliste des travailleurs ne fera de pas en avant que par la pratique. Mandel abonda dans ce sens en expliquant par

exemple qu'il suffirait aujourd'hui de 500 cadres syndicaux dans différents trusts européens qui aient le *« réflexe du téléphone »*, c'est-à-dire qui aient les contacts avec les militants des différentes entreprises de leurs trusts et décrochent leur téléphone dès qu'un problème se pose.

Ce propos devait trouver une illustration concrète dans un des débats du soir sur les luttes syndicales en Europe, où les militants trotskystes de FIAT-Turin et de SEAT-Barcelone (appartenant au même trust), qui sont en même temps membres des conseils syndicaux de leurs entreprises, exposèrent comment ils tissèrent des liens, organisèrent des rencontres entre syndicalistes des deux entreprises - et ceci malgré les réticences au niveau des directions - afin de mener une bataille commune contre Agnelli. La discussion qui s'est engagée le samedi soir entre militants syndicaux trouvera sa prolongation dans la Conférence ouvrière de la IVE Internationale les 2 et 3 juin à Anvers.

Le samedi soir se tinrent également des débats sur les luttes des femmes et les luttes des jeunes en Europe.

Le dimanche matin, un meeting concluait le rassemblement. Un camarade de la FIAT l'ouvrit en présentant la situation actuelle des luttes pour les contrats, puis le camarade Deosdado Toledano de la LCR espagnole et des Commissions ouvrières de la SEAT intervint sur la situation en Espagne. Le camarade Lidia Cirillo, du Bureau politique des GCR, illustra la bataille politique que mènent nos camarades italiens dans la campagne électorale nationale et le camarade Ernest Mandel clôtura le rassemblement. Un camarade du PST iranien, de passage en Italie, apporta son salut au meeting, montrant que le combat de la IVE Internationale ne se limite pas à l'Europe.

ERRATA

Dans l'article *« Politique d'union nationale et d'austérité »*, publié dans le numéro 52 d'*Inprecor*, page 13, il fallait lire : *« à parité de salaire »* au lieu de *« à perte de salaire »*.



Le congrès du PCF confirme la politique de division

Jacques LAHIRE

Le XXIIIème Congrès du Parti communiste français s'est conclu par un coup de théâtre. Roland Leroy, directeur de l'*Humanité*, a été évincé du Secrétariat, la véritable direction du parti. C'est Plissonnier, généralement considéré comme un «*homme de Moscou*», qui l'a annoncé au Congrès et probablement en même temps à Leroy. Ce semi-limogeage, car Leroy reste membre du BP et directeur de l'*Humanité*, a d'autant plus surpris les observateurs que précisément Leroy passait pour avoir été l'initiateur, contre Marchais, de la nouvelle politique du PCF vis-à-vis du PS. Pourtant l'éviction de Leroy vient, pour qui connaît les mœurs de l'appareil du PCF, confirmer que c'est bien l'essentiel de la ligne qu'il préconisait qui a été adoptée par le secrétaire général G. Marchais. Pour ce dernier évincer Leroy c'est l'empêcher d'user de son succès pour contester le secrétaire général.

RETOUR CRITIQUE SUR L'UNION DE LA GAUCHE

En 1974, Paul Laurent, membre éminent du Secrétariat et responsable de la Région parisienne, jugeait que le PS avait «*dans la pratique rompu avec la collaboration de classes*». C'était l'époque où le PCF chantait les louanges du Programme commun de gouvernement signé avec les Socialistes en 1972 et auquel les Radicaux de gauche s'étaient ral-

liés peu après. Pour la résolution politique du XXIIIème Congrès, adoptée à l'unanimité, le PS est «*activement engagé dans la stratégie de contre-offensive des forces du capital*», et un texte récent de la direction du PCF sur son intervention syndicale dénonce le PS comme «*une organisation de droite non-ouvrière*».

Ces changements d'analyse viennent en fait justifier les changements de politique du PC vis-à-vis du PS et de l'Union de la Gauche. Le bilan de celle-ci a été tiré par la direction du PCF, dans une tribune de Lajoinie, membre du BP, parue dans l'*Humanité*: «*Cet accord de gouvernement (le Programme commun de gouvernement) donnait au PS, écrit-il, une sorte de certificat de bonne conduite à gauche facilitant les illusions sur un prétendu changement de sa nature social-démocrate (...) Aucun accord de sommet ne peut remplacer le mouvement de masses pour l'union. Il peut, bien sûr, comme l'a montré le Programme commun, le freiner. (...) Pour la première fois dans l'histoire l'union sur un programme n'a pas permis au PC de se renforcer, et c'est au contraire le PS qui a seul profité de cette expérience*». Georges Marchais a confirmé publiquement cette analyse à la télévision en déclarant que le «*ré-équilibre au profit du PS a été une mauvaise chose pour les travailleurs*».

LA RUPTURE DE L'UNION DE LA GAUCHE ET LA NOUVELLE POLITIQUE DU PCF

En septembre 1977, six mois avant les élections législatives, la direction du PCF a décidé de rompre l'Union de la Gauche. La polémique qu'elle a alors engagée contre le PS ne portait pas sur le fond du programme commun, mais sur les mesures de «*réactualisation*» (1). Le nombre de nationalisations, que la direction du PS voulait réduire au maximum, fournissait l'essentiel du prétexte pour lancer la division de la gauche. La direction du PC ne voulait pas poursuivre une politique dont les fruits profitaient principalement au PS (de 72 à 78 il a multiplié par 2 son influence électorale alors que celle du PC stagnait) alors que le développement du mouvement politique et social de la classe ouvrière, dans le contexte de crise capitaliste, pouvait rendre explosive une victoire de la gauche lors des élections. C'était prendre le risque de servir de marche-pied électoral au PS, tout en devant monter en première ligne, en tant que parti le plus implanté dans la classe ouvrière, pour appliquer une politique de gestion de la crise capitaliste, et en payer alors, au sein de la classe ouvrière, le prix le plus cher. Pour justifier aux yeux des militants ce brusque volte-face en ravivant le patriotisme de parti, la direction du PCF a mis l'accent sur le refus de la

direction du PS d'accorder aux ministres communistes, dans un futur gouvernement de gauche, la place qui leur revenait.

A cette époque, comme aujourd'hui, le PCF ne proposait en aucun cas une autre stratégie pour la classe ouvrière; c'était et c'est encore une politique contre le PS, pas une politique pour le socialisme.

La réorientation a été sanctionnée par le XXIIIème Congrès. Celui-ci, tenu plus d'un an après l'échec de mars 78 et plus de 18 mois après le changement de politique à l'égard de l'Union de la Gauche, marque officiellement le tournant et vise à mettre un point final aux questions que militants et sympathisants du PC se sont posées depuis. Le fond de la politique du PCF reste le même. Le cadre de cette politique est donné par l'analyse de la crise du capitalisme comme «*avant tout nationale*», même si elle a «*un aspect international spécifique*». Le but de cette curieuse «*théorie*» (qui a tout de même du mal à expliquer pourquoi la crise frappe simultanément l'ensemble des grands pays impérialistes, France incluse !) est de situer le PCF comme un parti qui ne dissimule pas les responsabilités du gouvernement et de Giscard dans la crise (alors que le PS est frappé de «*giscardisme*» et se fait le fourrier de «*l'Europe de Giscard et de Schmidt*») et dans le même temps comme un parti «*national*», qui défend les intérêts de l'économie nationale face aux

bourgeoisies étrangères et aux gouvernements sociaux-démocrates.

A la différence de la politique du Programme commun qui n'a pas porté tous ses fruits, mais a au contraire renforcé le PS, la nouvelle politique exclut, dans l'immédiat au moins, un accord avec le PS et même, comme l'a écrit Lajoinie, «*avec les organisations du PS*», c'est-à-dire avec les organismes locaux et de base du Parti socialiste. Formellement à l'Union de la Gauche le XXIIIème Congrès oppose «*l'unité à la base*», «*sans toutefois exclure l'unité au sommet*», comme l'a déclaré Guy Hermier, membre du BP, dans son discours de clôture du Congrès.

Il ne s'agit pas pour le PCF d'avoir un cours ultra-gauche après avoir eu un cours opportuniste vis-à-vis du PS, comme cela est si souvent arrivé dans le passé. La cause principale en est la situation politique, sociale et économique. La bourgeoisie a lancé après les élections une nouvelle mouture du plan Barre, beaucoup plus offensive que les précédentes, pour tenter d'affaiblir la classe ouvrière avant la nouvelle vague de récession internationale qui se profile. La classe ouvrière n'est pas restée passive face à cette offensive bourgeoise. Malgré toutes les difficultés, dues notamment à la politique de division du PCF et du PS depuis les élections, elle a engagé une contre-offensive comme en témoignent les mobilisations en Lorraine et dans le

Nord. Dans ce contexte, le PCF ne pouvait se payer le luxe d'avoir un cours sectaire ultra-gauche et aventuriste, car cela aurait risqué de mettre le feu aux poudres et de représenter pour les travailleurs, malgré sa volonté, le signal de la grève générale. Après l'échec électoral, les masses ouvrières sont portées naturellement à utiliser les moyens propres à la classe ouvrière pour engager la riposte face à la bourgeoisie; elles cherchent naturellement à obtenir par la lutte directe ce qu'elles n'ont pas obtenu par les élections. C'est pourquoi le PCF doit à la fois développer un cours sectaire pour se réaffirmer vis-à-vis du PS comme «*le premier parti de la classe ouvrière*» et ne pas offrir de solution politique d'ensemble. On a ainsi pu voir les responsables du PCF avancer l'idée que la solution globale, offerte par le Programme commun, avait dévalorisé les luttes quotidiennes des travailleurs. Et G. Ségué, membre du Bureau politique et secrétaire général de la CGT, déclarait récemment au Comité confédéral national de la CGT que l'action nationale interprofessionnelle ne peut venir «*que de la multiplication des initiatives d'action à tous les niveaux*» et, pour bien se faire comprendre, il ajoutait que le niveau des luttes n'était pas encore à la hauteur «*parce qu'on remarque encore une tendance à attendre ce qui peut venir d'en haut, le mot d'ordre national qui servirait d'étincelle*» !

Jusqu'aux élections présidentielles de 1981, pour lesquelles G. Marchais a déjà déclaré qu'il y aurait un candidat du PCF, cette politique aura cours. Tout en affirmant sa «*fidélité à l'union contre la trahison des socialistes*» et son acharnement à rechercher «*l'unité à la base*», c'est une politique de division des rangs ouvriers que le PCF maintiendra pour de longs mois, sinon de longues années. En aucune façon il ne se dirigera vers la riposte d'ensemble de la classe ouvrière. Il fera tout ce qui est en son pouvoir pour empêcher que ne s'enclenche une grève générale par rapport à laquelle il serait totalement désarmé,



Georges Marchais et Roland Leroy

sans solution gouvernementale propre de collaboration de classe et devant alors passer sous les fourches caudines du PS. Pour continuer à s'affirmer comme parti « national », comme « parti de gouvernement », c'est-à-dire comme parti en qui la bourgeoisie peut, le moment venu, mettre sa confiance, il accentuera sa politique ultra-chauvine de défense des « intérêts nationaux » contre les multi-nationales et « l'Europe allemande » ou « germano-américaine », selon la conjoncture.

UN TOURNANT QUI N'EST PAS UN RETOUR AU STALINISME A LA MODE DE THOREZ ET JEANETTE VERMERSCH

Le XXIIIe Congrès s'est situé dans la continuation du XXIIe Congrès. La prise de distance officielle avec le léninisme et la tradition communiste qui avait marqué le XXIIe Congrès, s'est poursuivie au XXXIIe Congrès. Le PCF s'engage toujours plus à fond dans la voie de la collaboration de classe et la soi-disant « transition démocratique au socialisme ». Désormais, les références au léninisme (absentes, même comme rituel, de la résolution politique) se dissolvent; l'internationalisme prolétarien est remplacé par la « solidarité internationale »; la « dictature du prolétariat » est bannie du vocabulaire et comme l'expliquait une tribune de discussion dans l'*Humanité*, il n'est pas question de constituer « des comités populaires » ni des « comités de double pouvoir », car la stratégie du PCF, c'est « la gestion de masse de tous les espaces de démocratie conquis pas à pas ».

Du reste, pour signifier clairement que le PCF n'entend pas changer de stratégie, mais rester dans le cadre de celle de l'« eurocommunisme », G. Marchais s'est exprimé, après le Congrès, de tenir deux meetings avec E. Berlinguer, l'un à Marseille et l'autre à Turin, où il réaffirmait l'identité de vue du PCF et du PCI sur les questions essentielles.

Dans ce cadre, le XXIIIe Congrès a néanmoins réaffirmé avec force le « bilan globale-

ment positif des pays socialistes », allant même jusqu'à affirmer que « la situation des femmes dans les pays socialistes n'a d'égale dans aucun pays ». La direction du PCF a ainsi montré les bornes de l'« eurocommunisme ». Elle rejette formellement ce qui fait obstacle au développement du PCF, la répulsion qu'éprouve l'écrasante majorité des travailleurs face à la caricature sanglante du socialisme de Brejnev. Pour cela, elle dénonce les aspects trop criants de la dictature bureaucratique de l'URSS et des « démocraties populaires », mais elle se garde bien d'aller jusqu'à rompre politiquement avec le Kremlin et c'est à mots très mesurés qu'elle émet ses critiques. Le congrès a ainsi, en faisant la sourde oreille, refusé de prendre une position de solidarité avec les opposants tchécoslovaques de la Charte 77 et Sabata qui passait en procès la même semaine que le Congrès. Dans le même temps, pour obtenir suffisamment de latitude par rapport au Kremlin, la direction du PCF maintient ses liens particuliers avec les PC occidentaux et parle même maintenant de la nécessité de restaurer les liens fraternels avec la République populaire de Chine. G. Marchais a donné le ton en déclarant : « Il ne manque pas de prophètes pour annoncer la mort de l'eurocommunisme. Ils se trompent ou ils trompent ».

Il ne s'agit donc aucunement pour la direction du PCF de suivre les positions des quelques nostalgiques de la belle époque du stalinisme qui, l'an dernier, à la télévision, se sont exprimés par la voix de Jeanette Thorez-Vermersch.

Sur ce plan, il n'y a pas eu de division au sein de la direction.

LES LIMITES DES COURANTS OPPOSITIONNELS

A l'issue de la discussion préparatoire, la direction s'est félicitée de la faiblesse numérique des votes contre son orientation. Sur 20 446 délégués aux 98 conférences fédérales, 63 ont, selon elle, voté contre le projet de résolution et 151 se sont abstenus. Sur 28 000 cellules, 824 ont repoussé la résolu-

tion (2). Mais le premier fait remarquable, c'est que des votes oppositionnels se soient à ce point exprimés et aient pu passer les premiers barrages bureaucratiques (3), ce qui n'était jamais arrivé au PCF depuis cinquante ans.

Il reste que les oppositions, nourries par la politique de division menée par la direction et l'échec de mars 1978, sont encore faibles et composites.

Ellenstein est finalement resté en marge de ce Congrès. Ses efforts pour se faire le chantre de la « déstalinisation » ont un écho certain dans le parti. Mais il est incapable d'offrir une réelle alternative stratégique et tactique à la direction. Son anti-léninisme foncier ne débouche pas sur une politique concrète qui puisse mobiliser « à droite » les militants. Certes ses efforts pour combattre le sectarisme vis à vis de la social-démocratie rencontrent les aspirations de beaucoup de militants. Mais ils butent sur ce dont ces mêmes militants chargent naturellement la recherche de l'unité avec les socialistes : l'engagement de la lutte au coude à coude, du front unique pour combattre le régime et le plan Barre. Or sur ce plan la direction est forte pour lui rétorquer qu'il faut préserver la force du PCF face au PS et que sa politique ne peut que conduire à l'alignement sur la social-démocratie.

En ce qui concerne les « althussériens » et intellectuels, leur faiblesse principale est politique. Ils refusent le cours accentué d'abandon de tout lien avec le léninisme et ce qu'il en reste formellement dans le PCF. Mais ils n'ont pratiquement rien à dire sur la tactique du parti; si ce n'est pour beaucoup, pour préconiser un retour à l'Union de la Gauche, à la politique de l'union sans être à même de dire ce que cela signifie dans la situation actuelle, après l'échec de mars 1978 et dans la nouvelle situation politique et sociale qui l'a suivi. Toutefois ces critiques se sont faites acerbes et ont courageusement, comme l'a fait Hélène Parmelin, pris position pour la solidarité avec les victimes de la répression en République socialiste de Tchécos-

lovaquie et dans les autres pays de l'Est.

L'opposition politiquement la plus vigoureuse s'est exprimée dans un bulletin, *Luttes et Débats*, édité par des militants ouvriers du PCF. Ce bulletin, ouvert à toutes les contributions de militants du PCF, s'efforce de pallier au manque de discussion démocratique, que les tribunes sélectionnées de *l'Humanité* ou de *France Nouvelle* ne remplacent pas. Un *Manifeste de 15 militants ouvriers* a été publié par ses animateurs; il constitue une alternative de lutte de classe à la stratégie de la direction. Il propose une ligne de front unique ouvrier contre la politique de division et de collaboration de classes. « On ne combat pas le réformisme par le sectarisme, proclame-t-il, mais dans l'action et dans l'unité, sur la base des revendications unitaires en liant toute lutte revendicative à la lutte politique. Impulsons la coordination des luttes, en cours et à venir; développons la solidarité ouvrière autour de ces mêmes luttes (...) proposons aux travailleurs l'auto-organisation dans les luttes (comités de grève à la base) parce que l'action ne se décrète pas d'en haut, mais se propose et s'impulse à la base; agissons pour l'unité des organisations ouvrières politiques et syndicales sur la base des revendications unifiantes (...). La grève générale se prépare dans ce cadre et non pas dans l'attente hypothétique du « grand soir » (...). Notre parti doit concrétiser le débouché politique par la mise en place d'un gouvernement des partis ouvriers PC et PS qui aura pour programme la satisfaction des revendications défendues par les travailleurs et le maintien des structures d'intervention de démocratie ouvrière des masses laborieuses (comités de base, d'entreprises, de quartiers). Sur la base d'un front commun des organisations ouvrières politiques et syndicales, nous pourrions poser la question de la satisfaction des revendications et du changement politique par la grève générale reconductible (...). Nous n'avons que faire d'un programme proposant une démocratisation de la démocratie

bourgeoise et le maintien de la loi du marché malgré les nationalisations. Comment prétendre pratiquer une logique des besoins, la planification, tout en conservant la loi du système capitaliste, fondée sur le profit ? (...). C'est en tant que communistes et militants implantés dans les luttes que nous faisons cette contribution au débat aujourd'hui indispensable dans le parti. » Cette orientation marque incontestablement l'apparition, fait d'autant plus notable que c'est le fait des travailleurs, d'une opposition de gauche à la direction du PCF. Mais, malgré ses succès d'estime, il faut préciser que cette opposition reste très minoritaire dans le parti et n'a pas encore les forces de contester la direction, par une présence au Congrès notamment.

LES CHANGEMENTS DANS LA DIRECTION : L'AFFIRMATION DE GEORGES MARCHAIS

Outre la spectaculaire éviction de Roland Leroy, des changements plus nombreux sont survenus dans la direction. Certes le rituel a été respecté. Et pas un candidat au Comité central n'a eu moins de 99,7% des votes. Mais il est piquant de noter que les deux candidats qui ont eu le moins de voix, 1970 sur 1975, ne sont autres que Roland Leroy et Henri Fizbin; le Secrétariat a veillé au grain !

Les nouveaux élus du Bureau politique sont : Philippe Herzog, polytechnicien et professeur de faculté; Pierre Juquin, ancien élève de l'École normale supérieure; Francette Lazard, professeure agrégée d'histoire, rédactrice en chef de *l'Humanité*; René Leguen, ingénieur, responsable de l'UGICT (4); et Gi-



sèle Moreau, employée de banque. La direction témoigne de sa volonté de mettre des intellectuels à la direction du PCF, lesquels n'y ont jamais eu beaucoup de poids de toute l'histoire du PCF; et en mettant en plus de G. Séguéy et H. Krasucki un troisième dirigeant national de la CGT, la direction montre sa volonté de resserrer ses liens avec cette centrale.

Autour de Georges Marchais ce sont ses fidèles qui tiennent le Secrétariat et le Bureau politique. « L'élection » de cette direction marque ainsi incontestablement un renforcement de la position du secrétaire général. Nul ne peut contester qu'il soit le maître de l'appareil du PCF.

L'AVENIR DE LA CRISE DU PCF

Les contradictions que traverse le PCF ne sont pas apparues directement au congrès; mais elles n'ont pas pour autant disparu. Ceci concerne particulièrement la CGT et les rapports PC-CGT.

La direction en est consciente et elle a, événement rare, fait paraître un dossier dans *l'Humanité* sur l'action syndicale du PCF. Le but de ce dossier était notamment de réaffirmer la primauté du parti sur le syndicat et de l'action du parti dans l'entreprise sur l'action du syndicat. Il visait aussi à signifier aux socialistes de la CGT que le PCF veille sur celle-ci et ne les laissera pas aller trop loin.

L'absence de perspective politique est durement ressentie par les militants syndicaux qui sont les plus directement confrontés aux attaques du plan Barre et à la volonté de riposte des travailleurs. Isolée sur le

plan intersyndical, la CGT n'a en fait pas d'alternative à opposer au « recentrage » de la CFDT, et ses proclamations sur la nécessité de lutter s'échouent inévitablement sur la politique du PCF. Les divergences au sein de la bureaucratie se sont affirmées lors du dernier CCN de la CGT : au travers de certains militants du PCF qui, localement au moins, sont favorables à la scission de la FEN (5) en créant un syndicat relié directement à la CGT; au travers des regrets sur l'absence de débouchés d'ensemble aux luttes; au travers des difficultés d'application des propositions du 40ème Congrès de la CGT sur l'unité intersyndicale (que les militants les plus sectaires du PCF voient comme

une résurgence du Programme commun avec les socialistes !); au travers des déclarations de G. Séguay sur la non-application du 40ème Congrès, etc. Ces remous sont un reflet déformé des contradictions qui s'expriment à la base de la Confédération.

C'est au travers de la CGT que la politique du PCF, de division, de chauvinisme, de collaboration de classes est le plus directement confrontée aux aspirations et aux luttes de la classe ouvrière. C'est pourquoi la crise du PCF connaîtra des rebondissements surtout dans la CGT et dans les rapports de celle-ci à la fraction du PCF.

NOTES

1) Le Programme commun, signé en 1972, prévoyait une croissance économique continue de 6% par an... C'était avant la crise économique. Le PC et le PS discutèrent sa « réactualisation » à partir de juin 1977.

2) Si on retenait les critères de représentativité employés par la direction, 824 cellules, cela représenterait un peu plus de 20000 adhérents. En fait il s'agit de quelques milliers de militants.

3) Seule la majorité est déléguée à l'échelon supérieur.

4) Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la CGT.

5) Fédération de l'Education nationale, syndicat unitaire des enseignants.

LES OEUVRES COMPLETES DE TROTSKY

Le tome IV des œuvres complètes de Trotsky est paru. Il regroupe des textes écrits entre avril et décembre 1934, c'est-à-dire dès le lendemain de l'expulsion de France de Trotsky par le ministère de l'Intérieur, cédant aux pressions conjuguées de la droite et de l'*Humanité*. C'est encore la situation française qui est largement analysée dans les articles en question, et notamment l'évolution de la SFIO, dans laquelle il existe des possibilités de travail fructueux pour les révolutionnaires, pense Trotsky, en raison notamment du développement d'une importante tendance gauche. Le « tournant français », l'« entrisme » dans la social-démocratie, firent l'objet de débats intenses dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale, dont on retrouve des aspects importants dans les réponses faites par Trotsky à tel militant ou telle section.

Mais 1934, c'est aussi l'assassinat de Kirov (1er décembre), l'emploi de la terreur de masse en URSS qui annonce les purges sanglantes des Procès de Moscou. Trotsky dissèque minutieusement les mécanismes policiers et s'efforce de mettre en garde l'opinion publique mondiale...

L'Institut Léon Trotsky a, par ailleurs, publié, également aux EDI (Editions et documentation internationales), le premier numéro des *Cahiers Léon Trotsky*, publication à caractère scientifique, qui paraîtra trois fois par an. Outre un compte-rendu parallèle en français et en anglais (partiellement différent) de la conférence de fondation de la IVe Internationale, on y trouvera un article de Pierre Broué sur « quelques proches collaborateurs de Trotsky »; un inédit de Trotsky « sur la philosophie du surhomme »; une note de George Breitman « quand

le journal de Hitler imprimait une lettre de Trotsky »; une chronique bibliographique recensant les livres et revues traitant de Trotsky et du mouvement trotskyste dans le monde... etc. Prix : 20 F; abonnement annuel : 50 F; 29 rue Descartes, 75005 Paris.

L'Institut Léon Trotsky nous prie de faire savoir aux lecteurs d'*Inprecor* que l'ampleur du travail entrepris est telle - plus de 25 tomes prévus pour la seule période 1933-1940, sans compter l'ouverture des archives de Trotsky à Harvard (USA), le 1er janvier 1980, date à laquelle une délégation de l'Institut sera sur place pour plusieurs mois - que des concours extérieurs seraient précieux. Notamment pour traduire des textes de l'anglais, de l'espagnol, de l'allemand ou du russe; pour corriger des épreuves, etc. Camarades peu ou moyennement sérieux, s'abstenir !

Institut Léon Trotsky : 29 rue Descartes, 75005 Paris. Téléphone : 329 55 20.

A paraître fin mai / début juin :

- 1) Trotsky : œuvres complètes, tome V (janvier-juin 1935);
- 2) Cahiers Léon Trotsky numéro 2 : lettres de Trotsky à Lénine et Zinoviev; les sources d'I. Deutscher; Joseph Hansen sur l'assassinat de Trotsky, etc.

Jean-François GODCHAU

Le trente-huitième congrès de la CFDT

Confrontées à une crise économique durable, les bureaucraties syndicales européennes ne peuvent plus s'en tenir à leurs tactiques traditionnelles des temps d'expansion. Le récent congrès de la Confédération européenne des Syndicats (CES) a mis l'accent sur les solutions «nouvelles» à apporter. Parmi les organisations de la CES, la CFDT (Confédération française démocratique du travail) se veut à l'avant-garde de la recherche des «nouvelles» réponses syndicales à la crise. Son 38ème Congrès, qui s'est tenu début mai à Brest, devait avaliser une politique appelée en France «recentrage», pratiquée depuis la défaite de la gauche aux Législatives de mars 1978. Or, le Congrès de Brest ne s'est pas bien passé pour la direction confédérale. Une opposition massive au recentrage s'est manifestée, qui témoigne du refus profond d'une politique de gestion de l'austérité parmi les travailleurs. Peu de temps après la défaite de Michel Rocard au sein du PS, le congrès de la CFDT témoigne des tendances dominantes dans la classe ouvrière française, qui ne sont pas, malgré les bureaucraties ouvrières, au repli et au découragement.

La CFDT est la deuxième centrale ouvrière française, après la CGT. De 1966 à 1976, elle a doublé le nombre de ses adhérents, et organise aujourd'hui un million de travailleurs. Contrairement à «Force ouvrière», troisième organisation syndicale ouvrière, la CFDT s'est développée dans les secteurs salariés les plus combattifs. Elle reste cependant proportionnellement moins ouvrière et plus composée d'employés que la CGT. Mais l'originalité de la CFDT tient principalement à son histoire. La CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) était depuis les années 20 le syndicat chrétien de collaboration de classe. Après la Libération, la CFTC développe des fédérations d'industrie et connaît une évolution in-

terne : une tendance pour la déconfessionnalisation gagne du terrain, et l'emporte en 1964, date de naissance de la CFDT. Cette naissance fut accompagnée d'une scission, la minorité maintenant la CFTC. Cette dernière n'a connu aucun développement réel. La CFDT connut une évolution parallèle sur le plan politique. Liée à la démocratie chrétienne à la Libération, elle s'en est détachée progressivement et se tourne ensuite vers les partis socialistes. Cette évolution participe de celle du mouvement ouvrier chrétien vers les idées et le mouvement socialistes. Le Congrès de Brest a sanctionné cette évolution en décidant le retrait définitif de la confédération mondiale du travail (CMT), d'obédience chrétienne, au profit de la seule

CES. La direction de la CFDT a affirmé nettement que cette décision signifiait une rupture ultime, au plan de l'affiliation internationale, avec le «ghetto démocrate-chrétien»; qu'elle constituait, au plan international, le prolongement de son engagement dans le mouvement ouvrier socialiste.

Cette évolution politique profonde de la CFDT au cours des vingt dernières années la situe dans un rapport au PS qui n'a rien à voir avec le type de relation DGB-SPD. Le PS ne dispose quasiment pas d'organisation sur les lieux de production et dans les organisations syndicales. La direction de la CFDT voudrait faire du PS le prolongement de l'action ouvrière (c'est-à-dire pour elle syndicale) au niveau des institutions parlementaires et gouvernementales, selon le schéma théorique du travaillisme. Elle-même se conçoit à la fois comme syndicat et porteuse d'une stratégie précise. Ce rôle de syndicat-parti attribué à la CFDT justifie la division organique du mouvement syndical. Il est en même temps invoqué pour exclure la libre confrontation entre orientations différentes au sein de la confédération.

LE RECENTRAGE

Au lendemain de la défaite électorale de la gauche en mars 1978, les dirigeants de la CFDT lançaient avec fracas leur politique de «recentrage». Sous un verbiage «gauche» (ce qui a manqué pour gagner, affirment-ils, c'est la «dynamique sociale»), ils se jetaient à corps perdu dans une politique de négociation à froid avec le gouvernement et le patronat, élaborant eux-mêmes les propositions «acceptables» pour leurs interlocuteurs. C'est ce qu'ils firent notamment dans le domaine des allocations de chômage et dans celui de la durée et de l'aménagement du temps de travail : patronat et gouvernement avaient institué un système de paiement à 90% de leur ancien salaire des chômeurs licenciés pour raison économique. Cette mesure fut adoptée pour faire passer sans trop de résistance les premiers licenciements massifs

dans l'industrie. Depuis quelques mois le patronat n'a cessé de réclamer la dégressivité, en échange d'une meilleure indemnisation des chômeurs non licenciés économiques. Il en résulte un accord, auquel la CGT se rallia, qui supprimait l'acquis des 90% et fut salué par le patronat comme un exemple à suivre et un modèle de comportement syndical face aux difficultés économiques. De la même façon la CFDT propose elle-même au patronat un projet de réduction (timide) du temps de travail, lié à un système d'horaires variables sur l'année. Elle répond ainsi au CNPF qui liait la discussion sur la réduction du temps de travail à celle sur son aménagement (le patronat souhaite instaurer une «souplesse» qui lui permette d'adapter le volume des heures travaillées aux besoins de la production). Quant aux fameuses 35 heures par semaine, la direction CFDT en fait un étendard pour son image de marque. En effet, il ne s'agit pour elle que d'une «perspective», bien distincte d'une revendication, d'un objectif de lutte immédiat. De plus, la direction CFDT n'a cessé d'affirmer qu'une réduction de salaire pourrait être envisagée, cas par cas, dans les négociations.

Le thème central de la direction confédérale est le suivant : replacer l'action dans une logique syndicale et non plus politique (c'est-à-dire à la remorque des partis et de leur électoralisme). C'est au nom de cet impératif que la CFDT a lancé ces derniers mois les plus violentes attaques contre la CGT, refusé des actions unitaires au plan national en défense de la Sécurité sociale et des sidérurgistes, largement contribué à introduire entre les organisations syndicales le climat de division qui règne entre le PC et le PS.

La direction CFDT donne au recentrage une dimension quasiment historique : la voie «politique» (celle des partis) ayant échoué, il faut redonner à l'action (aux syndicats) toute leur place, qui est centrale. Cette politique se couvre sous la formule «les luttes sociales sont le moteur du changement». Elle s'ac-

compagne d'une autocritique sur les dernières années. La CFDT a dévié de 1974 à 1978, explique Edmond Maire, tant la victoire électorale de la gauche paraissait assurée. Le recentrage s'appuie enfin sur la division PC-PS : il n'y a pas de débouché politique, répètent les dirigeants CFDT. L'ambition est clairement indiquée : le recentrage ouvre une perspective, la seule possible, pour tout le mouvement ouvrier et pas seulement pour la CFDT.

Cette politique est justifiée par l'analyse selon laquelle il est possible d'imposer progressivement un nouveau type de développement, à l'occasion de la crise économique. La CFDT met l'accent sur la réduction des inégalités (en répartissant plus égalitairement la même masse salariale), sur des contre-propositions en matière industrielle (ce qui l'amène à accepter le bien fondé des restructurations et les licenciements, dans la sidérurgie notamment), sur les revendications dites «qualitatives» enfin. Ces dernières, relatives au cadre de vie, visent à un aménagement des conditions actuelles d'exploitation.

La direction CFDT reconnaît s'inspirer de deux expériences européennes; celle du syndicalisme scandinave, bien installé dans un dense réseau contractuel; celle du syndicalisme italien, orienté vers la négociation des politiques industrielles. Elle cherche à réhabiliter dans la conscience des militants l'image, fort peu attractive, du DGB ouest-allemand.

Depuis un an, de négociation en négociation, la direction CFDT a couru après ce qu'elle appelle des «résultats significatifs». En vain. Pouvoir et patronat ont joué pleinement la carte CFDT, sans lui accorder jusqu'à maintenant les contre-parties demandées. La CGT, inquiète de la rupture de l'unité d'action avec la CFDT (traditionnelle depuis 1966) rejette sur sa partenaire la responsabilité de sa propre inaction et de ses propres capitulations. La direction du PS, enfin, est entrée en conflit avec celle de la CFDT. La

direction Maire n'a en effet pas ménagé son soutien, y compris public, à Michel Rocard dans la lutte interne au PS. L'orientation «unitaire» de Mitterrand, sa volonté de ne pas laisser au PC le moindre espace lui permettant d'accréditer le «virage à droite» des socialistes, sont dénoncés par la direction CFDT comme autant des concessions au PCF, comme la poursuite de la «stratégie de l'échec», comme la tentative de changer la société «par le haut».

Elément important, mais non récent de la politique de la CFDT, son engagement européen. Contre le chauvinisme de la CGT, Edmond Maire appelle au développement d'une conscience de classe européenne. Il s'agit en réalité d'un appui total à la construction des institutions communautaires et à l'émergence d'un impérialisme européen capable de faire face aux concurrences américaine et japonaise. La direction CFDT conditionne la lutte sur les grandes revendications, comme les 35 heures, à leur obtention (par la négociation) au plan européen.

Préparé fort bureaucratiquement, sans tribune de débats dans la presse syndicale, autour de projets de résolutions extrêmement abstraits, le Congrès ne déchaîna guère les passions dans la CFDT pendant la phase préalable de discussion. Il en fut tout autrement au Congrès de Brest, où les syndicats envoyaient des délégués (dans la CFDT, le syndicat, instance de base de l'organisation, est une structure territoriale qui regroupe les affiliés d'une même branche économique dans le département. Les sections d'entreprise, même importantes, ne constituent pas un syndicat).

Le rapport d'activité d'Edmond Maire fut accueilli fraîchement, applaudi seulement quand le secrétaire général se lança dans une profession de foi unitaire. Puis l'on assista, non point à une volée de récriminations, comme certains organes de presse ont voulu le faire croire, mais à un véritable assaut contre la politique de re-

centrage. La bataille fut lancée par deux regroupements de syndicats parisiens. Pour l'un, le recentrage constitue une véritable révision stratégique par rapport au cours antérieur. Ces syndicats insistèrent sur la rupture nécessaire avec le capitalisme (ce thème de la «rupture» fut placé au centre du Congrès socialiste de Metz, peu de temps avant Brest, par les membres du CERES et les partisans de Mitterand, contre ceux de Michel Rocard). Ils dénonçaient l'adaptation aux restructurations capitalistes, l'abandon de toute perspective de changement politique, la nécessité d'actions «globalisées», de «tous ensemble», pour s'opposer aux mesures anti-ouvrières.

Pour le second regroupement, au contraire, le recentrage se situe dans la continuité de la politique attentiste poursuivie par la CFDT pendant la période pré-électorale. Ce second groupe de syndicats a dénoncé une politique de gestion de la crise, la révision en baisse des revendications. Il appelait au développement systématique de l'unité d'action intersyndicale et à l'action dans la perspective d'un mouvement d'ensemble de type Juin 36 ou Mai 68 qui impose au PC et au PS la constitution d'un débouché politique. Ce regroupement dénonçait également les exclusions d'opposants de la CFDT, dont plusieurs sections syndicales. L'une d'elles, la section CFDT d'Usinor Dunkerque, avait été «sus-

pendue» avant le congrès et en pleine lutte contre la restructuration de la sidérurgie, sous prétexte de malversations financières. En fait, la CFDT d'Usinor Dunkerque était opposée à la politique de négociation des licenciements pratiqués par la Fédération de la Métallurgie. Elle avait participé, de même que la section CFDT d'Usinor Longwy à la marche des sidérurgistes sur Paris le 23 mars dernier, organisée par la seule CGT et dénoncée par la direction CFDT comme une opération politicienne.

La plupart des syndicats qui intervinrent dans le débat général firent écho, d'une façon ou d'une autre, à ces critiques. Certains réclamèrent un «recentrage de gauche». D'autres, nombreux, firent état des piètres résultats du recentrage dans les entreprises. Ainsi, ce regroupement de syndicats des métaux de la région nantaise : «On a beaucoup parlé d'actions articulées, de coordination... en fait, on revient au thème négociation-revendication, entreprise par entreprise. Nous l'avons fait et les résultats sont plutôt maigres. Notre politique a accru les disparités entre les entreprises.

De nombreuses conventions collectives tombent en désuétude. Cette stratégie a entamé notre solidarité de classe». En conclusion d'un débat général de deux jours, Edmond Maire fut obligé de reconnaître qu'existait dans le congrès une forte opposition, un noyau important se situant sur une orientation

totale différente de celle de la Direction confédérale. Malgré l'effort du Secrétaire général pour remobiliser ses partisans, le vote sur le rapport d'activité, présenté comme le vote décisif du congrès, ne donna que 57% en faveur de la direction sortante. Jamais, dans la CFDT, un rapport d'activité n'a eu si peu de voix. 31% des délégués votèrent contre, quand il ne s'en trouvait que 20% à Nancy, trois ans plus tôt, au congrès précédent.

Si les résolutions furent adoptées à des majorités plus larges, elles furent l'objet de dures batailles sur les amendements (ceux-ci avaient été préalablement triés et choisis, voire modifiés, par la direction). La principale bataille, qui mobilisa toutes les oppositions et bien au-delà, fut livrée sur la question des 35 heures sans réduction de salaire. Un amendement intégré et défendu par la direction indiquait la possibilité de discuter cas par cas, entreprise par entreprise, d'une réduction des salaires liée à la réduction du temps de travail. Cet amendement fut rejeté par 57% des mandats. Dans le contexte du Congrès, son sens est tout à fait clair : c'est un refus du bradage des revendications, d'une politique d'austérité pour les travailleurs.

Un amendement sur la rupture avec le capitalisme, réunissant les oppositions dessinées



Au congrès de la CFDT, à Brest

Pavlovsky/Sygma

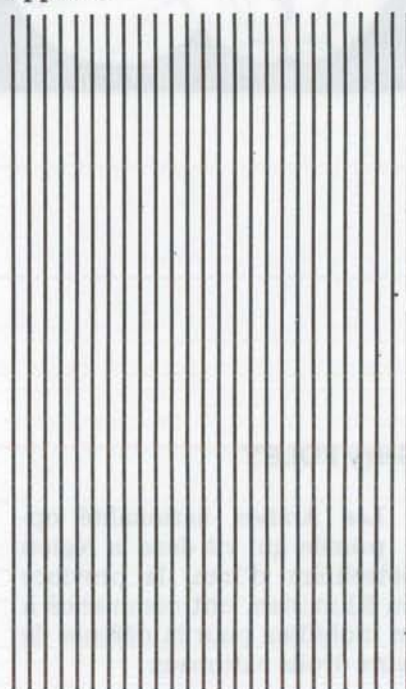
par les deux regroupements des syndicats parisiens dont nous avons parlé précédemment, recueilli 41% des mandats. Divers amendements à la résolution sur le fonctionnement et opposé aux aspects les plus bureaucratiques mis en place, obtinrent jusqu'à 30% des mandats.

Plusieurs leçons peuvent d'ores et déjà être tirées du 38ème Congrès de la CFDT. On peut d'abord conclure que la ligne du recentrage est minoritaire au niveau des équipes militantes dans les entreprises, car un congrès sur-représente, de diverses manières, l'appareil bureaucratique. Le recentrage n'est donc pas passé dans la CFDT, même s'il est appelé à s'appliquer dans les faits. La direction confédérale, appuyée sur un appareil qu'elle a réussi à consolider et homogénéiser ces dernières années, appliquera sa ligne contre vents et marées. Mais elle a perdu une première et très importante bataille : son projet consistait à

mobiliser activement la CFDT autour de sa ligne, afin d'en faire un agent politique pesant sur la CGT et le PS.

L'autre leçon réside dans l'apparition d'une opposition syndicale, affirmant les grandes lignes d'une orientation alternative de lutte de classe. La bureaucratie CFDT sera à coup sûr extrêmement attentive à cette opposition et n'hésitera pas à la combattre par tous les moyens. La force de la direction réside aujourd'hui dans le fait que l'opposition ne regroupe que des syndicats. Ceux-ci peuvent se regrouper pour peser dans un congrès. Ils ne constituent pas dans la vie syndicale quotidienne un cadre de centralisation des luttes et des expériences. Si quelques fédérations d'industries et quelques régions ont fait état au congrès de désaccords parfois importants avec le recentrage, aucun n'a engagé le combat, encore moins produit une contre-résolution qui aurait

regroupé nationalement l'opposition syndicale. La direction Maire tire évidemment tous les avantages d'une telle situation, car aucune direction alternative ne peut lui être pour l'instant opposée.



SPECIAL DEBATS
LCR OCI LO

pour les
états-unis
socialistes
d'europe



● EUROPE

P.1 : Pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, p. 4 : l'Europe et les organisations syndicales, p. 5 : LO-LCR : la seule liste internationaliste, p. 7 : manifeste de la IV^e Internationale en Europe.

● SIDERURGIE

P. 9 : la lutte des sidérurgistes et le plan Davignon.

● DEBAT LCR-OCI

P. 16 : interview de Pierre Lambert, p. 21 : réponse à l'OCI.

● DEBAT LCR-LO

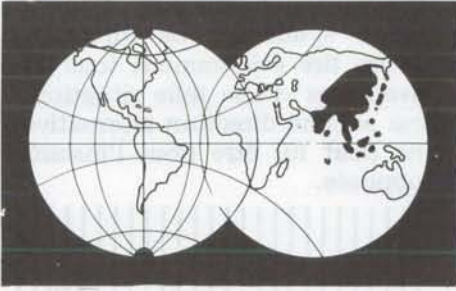
P. 33 : comités de grève et unité ouvrière.

● PAYS DE L'EST

P. 41 : les syndicats libres dans l'Europe de l'Est.

● HISTOIRE

P. 45 : chronique des années de crise, 1929-1933.



Iran

Les Arabes se mobilisent pour leurs droits

Gerdy FOLEY

Les Arabes, nationalité opprimée qui vit dans la région pétrolifère d'Iran, la province de Khuzistan, ont commencé à se mobiliser pour la défense de leurs droits nationaux.

La première manifestation arabe a réuni 100 000 personnes à Khorramshahr, le 27 avril, en protestation contre les persécutions qu'avait subies Mohammed Taher al-Shobeir Khaqani, principal chef religieux arabe, par les Comités islamiques.

Les comités locaux qui exigent l'allégeance à l'Ayatollah Khomeini sont en fait pour la plupart des organisations racistes perses, dans des régions telles que le Khuzistan. La population est répartie de manière égale entre Arabes opprimés et classe dominante perse.

Peu d'Arabes sont assimilés à la population perse et la plupart peuvent être facilement reconnaissables à la couleur de leur peau. Dans le passé, il y a eu introduction considérable de sang noir africain dans la population locale arabe et une bonne partie d'entre elle paraît tout à fait africaine.

En fait, la position des Arabes dans la société iranienne est assez semblable à celle des Noirs aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. Ils représen-

tent la partie la plus exploitée de l'importante classe ouvrière du Khuzistan. Ils sont soumis à une ségrégation sur le plan du logement et subissent bien d'autres formes de discrimination.

Le nationalisme arabe en Iran a pris naissance il y a à peu près deux décennies. Mais le mouvement a été sauvagement réprimé par la dictature Pahlavi qui a brisé ou corrompu la plus grande partie de la direction tribale au Khuzistan.

Toute lutte menée par le peuple arabe soulève rapidement les problèmes fondamentaux de classe. Une direction qui se refuse à prendre en compte ces problèmes et à défendre avec détermination les intérêts des Arabes, en tant que travailleurs surexploités, ne peut leur offrir de perspective concrète. Ceci est apparu très clairement lors d'une interview que j'ai eue avec un porte-parole du Centre culturel arabe à Khorramshahr en avril dernier.

Ce porte-parole est un maoïste droitier, qui ne se distingue d'un stalinien pro-Moscou du Parti Tudeh que par l'usage d'un vocabulaire très abstrait. Le programme de la lutte arabe qu'il m'a présenté était en fait un double au carbone de celui du Parti démocratique du Kurdistan, l'organisation kurde du Tudeh. Le point central

était la revendication «d'autonomie», définie d'une manière essentiellement négative, et qui précisait dès l'abord les éléments fondamentaux qui devaient rester aux mains du gouvernement central.

Toutefois, le Centre culturel a fait un travail considérable de documentation sur la situation du peuple arabe dans l'économie du Khuzistan. Le porte-parole commença l'interview en en passant en revue les points principaux. Je lui demandais en quoi «l'autonomie» telle qu'il la décrivait allait changer la situation du peuple arabe. Il ne répondit pas.

Je lui demandais ensuite s'il pensait que le gouvernement central allait se laisser persuader de changer la situation économique des Arabes. Il ne répondit pas non plus.

Par contre, il affirma que le gouvernement Bazargan était un bon gouvernement, un «gouvernement national», c'est-à-dire non dominé par l'impérialisme et qu'il s'agissait de faire pression sur lui pour qu'il satisfasse les revendications des Arabes, mais qu'il ne fallait pas le changer.

Cependant, le gouvernement Bazargan, de toute évidence, n'est pas prêt à changer les conditions économiques dans un

sens qui permettrait l'élimination de la surexploitation des Arabes.

Je lui fis remarquer qu'étant donné que les Arabes étaient les plus exploités parmi les travailleurs, ils avaient le plus grand besoin de syndicats et je lui demandais ce que faisait le Centre culturel pour promouvoir le syndicalisme. La réponse fut qu'ils ne faisaient rien «*parce qu'il n'y avait pas de contradictions au sein du peuple arabe*». La réalité est que le gouvernement et Khomeini sont contre la formation de syndicats et que, par conséquent, appeler à leur création impliquerait s'affronter à eux.

D'un autre côté, il était évident que les membres du Centre culturel voulaient réellement lutter pour la défense des droits des Arabes. Pendant l'interview, ils nous entourèrent et ils se montrèrent très intéressés quand on évoqua la possibilité de trouver des alliés sur le plan international. Ils trouvèrent particulièrement intéressante la suggestion de prendre contact avec les militants noirs aux Etats-Unis.

Le Khuzistan est une région essentiellement industrielle et tous les courants du mouvement ouvrier y sont présents. Le Parti socialiste du travail, l'organisation trotskyste iranienne, par exemple, y a des sections très actives.

Etant donné que les trotskystes sont les seuls à gauche à se prononcer sans équivoque pour la défense des nationalités opprimées, ils ont développé des relations très fraternelles avec les militants des groupes arabes.

Le jour-même où j'interviewais le porte-parole du Centre culturel arabe, un journaliste du journal trotskyste iranien Kargar avait une entrevue avec Abdul Rafursaleh, représentant du *Setad-e Siyasi-ye Khalq-e 'Arab* (le Front politique du peuple arabe) : Rafursaleh est un combattant nationaliste, avec un passé de vingt années de lutte. Il expliqua comment le *Setad* s'était formé :

«*Quand la lutte a commencé contre le régime, nous avons lutté au coude à coude avec nos frères des autres nationa-*

lités et nous avons joué un rôle important pour obtenir la victoire par ce que nous avons fait, en Iran comme à l'étranger. Sur le plan international, nous avons présenté des Iraniens aux autres organisations, aux organisations palestiniennes, aux forces présentes dans les autres pays arabes et qui sont les amis de notre peuple...

Après la grande victoire de notre révolution, le Front politique du peuple arabe fut formé, non pas à la suite d'une décision officielle ou sous la pression, mais parce que nous sentions avec tout notre cœur que, puisque nous nous étions libérés du régime, nous devons aussi avoir la liberté pour notre peuple. Nous pensions que nous devons avoir la liberté de parole et la liberté de nous organiser politiquement.»

Le Front et les autres groupes nationalistes ont présenté au gouvernement une liste de douze revendications. Rafursaleh les énuméra :

Reconnaissance de la langue arabe en tant que langue principale du peuple arabe à tous les niveaux de l'enseignement;

Liberté de parole et de presse en langue arabe;

Représentation du peuple arabe à l'Assemblée constituante;

Formation de conseils arabes au Khuzistan pour approuver les lois appliquées localement;

Mise en place de tribunaux arabes pour résoudre les problèmes, selon les lois islamiques;

Chaînes de radio et de télévision indépendantes du réseau national;

Liberté de faire connaître la culture arabe;

Utilisation d'un pourcentage des revenus du pétrole pour développer la culture arabe dans la région du Khuzistan;

Délégations arabes au Parlement national;

Présence d'Arabes au Conseil des ministres, dans l'armée et les académies militaires;

Restauration des noms arabes originels des villes et des villages au Khuzistan;

Insertion de tous ces points dans la Constitution de la République islamique iranienne.

Rafursaleh souligna :

«*Le peuple arabe a décidé qu'il n'accepterait rien en-deçà de ces revendications. Il n'accepterait pas qu'on retire un seul mot...*

Si le gouvernement actuel essaie, par un tour de passe-passe politique ou par quelque autre moyen de nous refuser nos droits, l'avenir sera sombre. Parce que notre peuple a décidé de faire valoir ses droits par tous les moyens...

Nous espérons que l'actuel gouvernement va cesser de faire référence à nous en tant que «peuple de langue arabe». Nous sommes une nationalité arabe. Et nous sommes fiers de notre nationalité.»

A l'opposé du Kurdistan et du Turkménistan, le nationalisme au Khuzistan ne s'est pas opposé d'une manière générale aux propositions de Khomeiny de République islamique. Les Arabes pensaient que ce slogan signifiait des liens plus étroits avec le reste du Moyen-Orient, en particulier avec les Etats arabes. En conséquence, le portrait de Khomeini est accroché dans les quartiers généraux même des organisations qui dénoncèrent violemment le gouvernement et les activités des comités islamiques dans les zones arabes. C'est bien différent du Kurdistan où nulle part on ne voit le portrait de Khomeini et du Turkménistan, où il est haï.

Cependant, depuis le référendum sur la République islamique, le gouvernement Bazargan et les groupes musulmans pro-capitalistes ont renforcé leurs attaques contre le peuple arabe. Une confrontation politique générale semble se dessiner entre les Arabes et les forces qui veulent rentabiliser l'Etat bourgeois.

Rafursaleh a averti que son organisation s'opposerait activement à tout accord entre le gouvernement et les soi-disant représentants du peuple arabe, qui se situent en-dessous de leurs revendications.

«Un certain nombre de ceux qui veulent aller à Téhéran comme délégués sont des chefs de tribus. Ils ne sont pas les représentants véritables du peuple arabe. Ils se sont imposés à lui... Si ces gens vont à Téhéran et discutent avec le gouvernement de Bazargan, et si nous ne sommes pas d'accord avec les décisions prises, nous manifesterons notre désaccord,

par des télégrammes et des manifestations. Seuls ceux qui ont fait la preuve qu'ils ont participé à la lutte en cours peuvent représenter le peuple arabe.»

«Notre combat est inséparable de celui des autres nationalités opprimées» concluait Rafur-saleh. «Nous espérons que la classe ouvrière iranienne, qui bloque les usines, bloque la

production de pétrole, obtiendra la reconnaissance de ses droits, ce qui n'existe pas encore... Nous pensons qu'il est de la plus grande importance que ces revendications se rejoignent, s'il n'y avait pas eu la classe ouvrière, il aurait été impossible de renverser le régime corrompu... Parce que c'est la classe ouvrière qui va reconstruire la société iranienne.»

Iran

Comment la révolution a gagné le Turkménistan

Gerry FOLEY

Au Turkménistan iranien, les luttes s'approfondissent, sur le plan à la fois de la lutte sociale que mènent les paysans et du combat de la nationalité turkmène opprimée.

Les Turkmènes ont reconquis tout le territoire qui leur appartenait historiquement et qui leur avait été volé par les grands propriétaires terriens et les fonctionnaires du régime du Shah. Ils se sont emparés de quelques 30 000 à 50 000 têtes de bétail, ainsi que du matériel agricole des propriétaires. Dans chaque village, ils se sont mis à élire des conseils et ils préparent l'élection du Conseil central du peuple turkmène.

Une direction d'inspiration socialiste, ayant des liens assez lâches avec les Fedayins du Peuple, est apparue et est en train de gagner la confiance du peuple turkmène. En particulier, c'est elle qui a pris la direction de la lutte contre les bandes perses racistes, organisées

par les anciens propriétaires agissant par l'intermédiaire des comités islamiques locaux.

Les comités islamiques ont récemment opéré un pogrom sauvage contre le peuple turkmène et les traces en sont encore visibles dans les locaux du Conseil turkmène à Gonbad-e Qabus. La porte métallique fermant la cour est criblée de trous de balles, faits apparemment par une arme automatique. A l'intérieur, toutes les vitres des portes sont brisées. Par endroits, les murs ont été percés.

La direction turkmène a, de toute évidence, de nombreuses qualités, sinon elle n'aurait pas été capable de mener avec succès la lutte à un stade aussi avancé. Mais elle souffre d'un manque de perspectives politiques concrètes, pour défendre les acquis des Turkmènes et conduire la lutte plus avant. Par exemple, les dirigeants d'un des conseils de village m'ont dit que les paysans n'avaient pas encore

bénéficié des expropriations car ils n'avaient pas d'argent pour acheter du gas-oil pour mettre en marche les machines ou se procurer des engrais. Je leur demandais comment ils pensaient pouvoir obtenir ce dont ils avaient besoin et suggérais qu'il paraissait raisonnable de demander au gouvernement de fournir de l'essence gratuitement, étant donné que le pays devait faire face à une pénurie de produits alimentaires et que la consommation interne de pétrole ne représentait qu'un pourcentage infime de la production totale de pétrole iranien.

Les membres du Conseil répondirent qu'ils n'avaient pas envisagé de faire appel au gouvernement ou de rechercher une aide en dehors de leur région. D'une manière générale, il semblerait qu'ils se tournent vers la direction turkmène pour leur procurer ce dont ils ont besoin, alors qu'il est bien évident que celle-ci est impuissante en la matière.

Les dirigeants, d'un autre côté, ont une très faible compréhension du fait que le sort de la lutte des Turkmènes est lié à ce qui se passe dans tout l'Iran. Ils pensent qu'ils peuvent exploiter les contradictions qui existent entre le gouvernement et les comités islamiques, pour faire tout ce qu'ils veulent au Turkménistan, y compris juger les capitalistes locaux, les exproprier et les envoyer en prison, en tant qu'ennemis du peuple.

Et ceci, en dépit du fait que le territoire turkmène est entouré d'implantations perses où la haine raciale à l'égard des Turkmènes est encore très vivante. Le gouvernement maintient aussi une garnison de 500 hom-

mes dans une petite ville turkmène. Pour le moment, toutefois, les Turkmènes considèrent les militaires comme des alliés contre les bandes perses racistes.

Mais les forces perses commencent déjà à pointer le nez. Lorsque je me trouvais à Gonbad-e Qabus, la troupe a essayé de saisir environ 3000 moutons pour les rendre à leurs anciens propriétaires. La direction turkmène, cependant, n'est absolument pas préparée politiquement à un affrontement avec l'armée.

Et plus encore, la lutte à Gonbad-e Qabus reste totalement isolée. En Iran même, peu de gens en dehors de la région savent ce qui s'y passe. La direction locale comprend d'une certaine manière qu'il est nécessaire de faire connaître les faits à l'extérieur, mais apparemment elle n'en voit pas l'urgence. Elle pense que des places-fortes révolutionnaires peuvent être construites au sein des nationalités opprimées et qu'ensuite les révolutionnaires peuvent s'y installer, en attendant que la révolution progresse dans tout le reste du pays.

Seuls les trotskystes iraniens mettent l'accent sur le fait que les mouvements nationalistes sont partie prenante de la révolution iranienne toute entière. Ils font de la défense des nationalités un axe central de leur programme et de leur propagande.

En fait, ce sont les mouvements nationalistes qui ont dû affronter le choc de la première contre-offensive réactionnaire après l'insurrection. Leur résistance a donné au mouvement ouvrier un moment de répit, et il y a actuellement des signes que le mouvement ouvrier commence à revivre et se remet en marche.

UN PEUPLE CONFIAIT EN LUI-MEME

Ce que le peuple turkmène a déjà accompli est un exemple pour toutes les nationalités opprimées du monde. Les Turkmènes avaient subi de telles défaites sous le régime du Shah qu'ils ne prirent pas part au mouvement qui le fit tomber.

Mais après les insurrections, ils se rendirent compte que les forces de répression s'étaient tout simplement dissoutes. Leurs anciennes aspirations se réveillèrent et ils reprirent ce qu'on leur avait arraché.

Aujourd'hui, le peuple turkmène tout entier - peut-être le plus opprimé d'Iran - est plein de confiance et d'espoir. Lorsque j'interviewais l'un des dirigeants d'un conseil de village, par exemple, tous les hommes et les garçons du village se rassemblèrent pour écouter. Puis ils se mirent sur un seul rang pour être pris en photo, convaincus qu'ils avaient accompli quelque chose qui figurerait sans aucun doute dans les journaux. La dernière chose qu'ils me dirent, c'est qu'il fallait que j'informe le monde sur tout ce qu'ils avaient souffert et sur le combat qu'ils avaient gagné.

Une très forte conscience nationale s'est développée dans le peuple turkmène. Ceci me frappa alors que je parcourais à cheval la campagne avec un vieux Turkmène, de langue russe, qui n'arrêtait pas de me montrer la riche plaine qui s'étendait au loin jusqu'au pied vert et boisé de la chaîne de montagnes qui sépare Téhéran de la côte caspienne. «*Regarde*» disait-il, «*Regarde notre pays turkmène. Comme il est vaste, comme il est riche, comme le blé y pousse bien !*» Ce pays est en effet la zone agricole la plus riche de l'Iran, et ce qui se passe ici, révélera probablement si le pays dans sa totalité est capable de produire tout ce qui est nécessaire à sa consommation alimentaire et de résoudre la pénurie.

Le Turkménistan a une importance, non seulement pour la production des céréales, mais aussi pour l'élevage. Il y a de grands troupeaux de bœufs et de moutons dans cette région. Mais une bonne partie du bétail semble être en mauvaise condition et mal nourrie. Bien que la région se prête tout à fait à une mécanisation intense, j'ai vu partout des groupes de paysans travaillant la terre à l'aide d'instruments primitifs.

LA REVOLUTION A TOUCHE LES PLUS PETITS VILLAGES

Un village perse que j'ai visité dans la région de la Caspienne, contrastait singulièrement avec les implantations turkmènes. Les gens y sont encore sous l'emprise des propriétaires et des usuriers. Leurs dépenses annuelles sont en général plus élevées que leurs revenus. Les rares machines agricoles appartiennent à un petit nombre de riches fermiers qui les louent aux autres paysans.

Un manœuvre dans cette région gagne à peu près 4 dollars par jour, pour un travail aux champs ou dans un village proche. Beaucoup ne peuvent pas trouver de travail et restent au chômage pendant de longues périodes.

Les gens se montraient circonspects. Je pensais que certainement cet endroit était l'un de ceux qui n'avaient pas été touchés par la révolution iranienne.

Et puis, je visitais la mosquée du village, une pièce nue au sol recouvert de tapis. Apparemment, il n'y avait pas de religieux responsable, le lieu étant vide et ouvert à tous. Sur un mur, il y avait le portrait, entouré de noir, d'un jeune homme. L'un des instituteurs locaux me dit que cet homme était «leur martyr».

Il avait été tué au cours d'une manifestation anti-Shah que les villageois avaient faite sur la route nationale. Ces paysans avaient dû marcher pendant au moins 2 miles sur un chemin creusé d'ornières avant d'atteindre la route goudronnée, où ils se trouvèrent face à face avec les forces répressives du Shah. Et qui sait combien de miles ils auraient dû encore parcourir pour rejoindre les autres paysans.

Dans le passé, ce village a probablement été à l'avant-garde des Turkmènes. Mais la lutte a connu un reflux, sans doute en raison de l'absence d'une direction à laquelle le peuple puisse se rallier.

Néanmoins, la révolution iranienne a pris racine dans des régions aussi éloignées que ce village.



Cuba

Cuba vingt ans après

Livio MAITAN

Le vingtième anniversaire de la révolution cubaine a été célébré dans une situation un peu paradoxale. Ceux qui, dans les années 60, avaient été ses partisans les plus enthousiastes, ont gardé le silence ou ont exprimé dont le leitmotiv était : La Havane est la même chose que Moscou. Les éloges à Cuba et à ses dirigeants ont été, par contre, tressés par ceux qui, pendant des années, n'avaient pas fait mystère de leur méfiance, voire de leur hostilité, en premier lieu, les bureaucrates de Moscou, de Prague ou de Berlin-Est, et ces dirigeants des partis communistes d'Amérique latine qui ne cessent de défendre les conceptions stalinienne les plus orthodoxes.

Pourtant, le bilan réel de vingt années d'Etat ouvrier n'autorise ni les condamnations sans appel ni les jugements apologétiques. Nous nous efforcerons de le démontrer dans les notes qui suivent.

UN BILAN SYNTHETIQUE

Il ne faut pas oublier, tout d'abord, la portée d'une révolution qui, dans l'histoire de notre siècle, ne saurait être comparée qu'à la révolution russe et à la révolution chinoise. La victoire du mouvement du 26 juillet a transformé qualitativement les structures socio-économiques du pays, en balayant les vieilles classes dominantes et mettant fin à toute forme d'oppression

et d'exploitation par l'impérialisme. Ce qui reste des classes de l'ancien régime, essentiellement dans l'agriculture et le commerce, n'a absolument pas un poids spécifique tel qu'il constitue un danger pour l'économie collectiviste née de la destruction du vieil Etat et des mesures d'expropriation radicale des propriétés capitalistes étrangères et autochtones.

En deuxième lieu, il ne faut pas sous-estimer le fait que l'existence même de l'Etat ouvrier cubain a impliqué et implique pour l'impérialisme dans cette région du monde un affaiblissement structurel. Il ne faut pas non plus minimiser - a posteriori - l'impact que la révolution cubaine a eu dans l'Amérique latine toute entière sur l'évolution du rapport des forces politiques et la maturation subjective de secteurs considérables de la classe ouvrière, de la paysannerie, de la petite bourgeoisie radicalisée. Il ne faut pas perdre de vue que la victoire de l'*Ejercito Rebelde*, les mobilisations de masses qui l'ont accompagnées, et les mesures sociales révolutionnaires adoptées en 1959 et 1960, ont donné une réponse pratique sans équivoque au problème - discuté des décennies durant par le mouvement ouvrier latino-américain - de savoir s'il était possible de déclencher une révolution dans une région sous le contrôle le plus direct de l'impérialisme

des Etats-Unis et d'assurer une issue victorieuse à cette révolution.

Finalement, rappelons encore une fois que, malgré toutes les difficultés que nous avons analysées ailleurs et sur lesquelles nous reviendrons plus loin, Cuba a connu une croissance économique et culturelle qui n'a pas d'équivalent dans d'autres pays sous-développés, en Amérique latine ou dans d'autres continents, qui sont restés dans le cadre du système capitaliste. Voici brièvement quelques chiffres qui concernent l'augmentation de la production de 1958 à 1977 :

- acier :	x 11,5
- électricité :	x 4,3
- ciment :	x 3,6
- raffinage du pétrole :	x 1,7
- engrais :	x 5,0
- nickel :	x 2,0
- agrumes (1976) :	x 4,3
- œufs (1962-1978) :	x 10,4
- lait (1963-1977) :	x 4,0
- glaces (1976) :	x 7,6
- tracteurs (1975) :	x 6,0
- constructions (1976) :	x 6,5
- pêche (1976) :	x 8,8
- marine marchande :	x 14,2
- exportations (1976) :	x 5,4
- importations (1976) :	x 6,4

Il faut ajouter qu'en partant de l'indice 0 en 1958, certaines opérations concernant la production du sucre ont commencé à être mécanisées

(les indices vont, pour l'année 1978, d'un minimum de 39 à un maximum de 98).

L'acquis est encore plus substantiel du point de vue social. Avant la révolution, 33 % de la force de travail du pays était condamnée au chômage ou au sous-emploi; maintenant le plein emploi est réalisé. Les horaires de travail hebdomadaires moyens ont sensiblement diminué. En outre, les travailleurs jouissent de l'assurance maladie, de la retraite, etc., avec un changement radical de la situation précédente. Les loyers qui, avant 1959, absorbaient en moyenne 30 % du revenu, n'en absorbent aujourd'hui que 10 %, au maximum.

Quant à l'éducation, il suffit de rappeler qu'avant la révolution, les étudiants des écoles secondaires étaient 85 000 et les étudiants universitaires 15 000. En 1978, ils étaient, respectivement, 1 043 000 et 145 000 (1).

Nous soulignons un élément d'une importance fondamentale. Cuba n'a pas pu dépasser sa condition de pays essentiellement monoculteur, malgré les résultats obtenus dans l'exportation du nickel, du tabac et du poisson : le sucre représente encore plus de 80 % des exportations (90 % de la production sucrière est exportée). Or, dans les 5 dernières années notamment, le prix du sucre sur le marché mondial a connu des fluctuations spectaculaires (en 1973, il valait, selon les accords internationaux, de 3,25 à 5,15 cents la livre, l'année suivante, il atteignait les 60 cents, en 1977, il retombait à un palier entre 6 et 11 cents avec une fourchette entre 11 et 21, comme base des accords internationaux). Dans un pays colonial ou semi-colonial, à « libre » économie de marché, de telles fluctuations auraient provoqué des ravages économiques et sociaux terribles. Si Cuba a pu, par contre, éviter que son économie soit complètement désorganisée et une partie importante de sa population réduite

à la misère, c'est justement parce que la révolution a instauré des rapports de production collectivistes et parce que le pays a établi des rapports économiques avec d'autres Etats ouvriers, dont, en premier lieu, l'Union soviétique, qui en général achetait le sucre à des prix supérieurs et vendait le pétrole à des prix inférieurs à ceux du marché mondial.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : GOULOTS D'ETRANGLEMENT ET TENSIONS

L'évolution défavorable des termes de l'échange à la suite de la récession mondiale n'est pas, toutefois, restée sans conséquences négatives pour l'économie cubaine, dont les capacités d'importation ont été évidemment réduites. Pour donner un exemple : les progrès de la productivité du travail dans certains secteurs industriels n'ont pas pu être exploités à fond à cause de goulots créés par la pénurie de certains matériaux d'importation.

Les prévisions avancées en 1975 - rythme de croissance moyen de 6 % par an (entre 1970 et 1973, ce rythme fut globalement de 26 % et de 10 % en 1973) - n'ont pas été réalisés en 1976 (plus 3,8 %), ni en 1977 (plus 4 %). En 1978, par contre, les résultats ont été supérieurs à ce qu'on attendait : 9 % contre 7,4 %. 1978 a été aussi une année favorable en ce qui concerne la production du sucre : on a enregistré la deuxième récolte de canne historique (inférieure seulement à celle de 1970, qui pourtant avait été obtenue avec des efforts démesurés dans les conditions exceptionnelles connues), avec 7,3 millions de tonnes. L'industrie a progressé globalement de 9 %, le cuivre de 8 %, la construction mécanique de 14 %. Le tourisme, désormais stimulé, après des réticences multiples, dans le but d'accroître la disponibilité de devises étrangères, a

connu un essor considérable. Par contre, certains secteurs des services n'ont pas réussi à atteindre les objectifs du plan.

Pour 1979, le plan prévoit une croissance du produit national brut (*productio social global*) de 6 % et de la productivité de l'économie dans son ensemble de 4 %.

La conclusion qu'on peut tirer, sur la base même des statistiques officielles, est que la croissance économique a continué à être inégale, même après le tournant de 1970, et, dans l'ensemble, est restée relativement lente. Comme nous l'avons indiqué, le handicap de base, représenté par la monoculture, n'a pas été éliminé. En ce qui concerne les difficultés auxquelles l'économie cubaine ne cesse de se heurter, ses goulots et ses tensions, nous nous limiterons ici à mentionner quelques problèmes significatifs sur des plans différents.

Si nous considérons d'abord l'industrie du bâtiment, nous constatons qu'on ne prévoit de satisfaire les besoins estimés à 100 000 logements par an - qu'en 1985. En 1978, on n'a même pas atteint l'objectif de 24 500 logements : on n'en a construit qu'un peu plus de 16 000 (l'échec est attribué officiellement aussi bien aux conditions atmosphériques qu'à des retards dans la livraison de matériaux provenant de l'étranger).

Il est connu que, pour stimuler la construction de logements, on avait eu recours aux *microbrigadas*, à savoir à des brigades qui dépendaient des centres de travail et qui auraient dû, en principe, fournir un travail supplémentaire. Mais pratiquement, dans de nombreux centres, les *microbrigadas* ont été organisées avec de la main d'oeuvre excédentaire. Ainsi - pour reprendre une formule de Castro - au lieu d'avoir du *plustrabajo*, on avait des *plustrabajadores*. On esquissait alors une solution allant dans le sens de transformer les *microbrigadas* en briga-

des d'Etat avec l'avantage que les logements construits par celles-ci seraient distribués à n'importe quel citoyen, membre ou non d'un centre de travail donné. Mais on s'est heurté à des résistances multiples, en premier lieu de la part de travailleurs qui ne voulaient pas quitter des centres de travail où ils gagnaient des salaires plus élevés (2).

Il faut ajouter qu'une autre difficulté en matière de logements réside dans le fait que les loyers ne suffisent pas à amortir les coûts de revient et les frais d'entretien courants. Les choses sont allées si loin que, d'après des calculs officiels, en l'absence des réparations nécessaires, environ 25 000 logements par an ne sont plus utilisables. C'est pourquoi on a pris la décision de changer l'un des critères de base de la loi de réforme urbaine : pour les logements nouvellement construits, on n'appliquera plus le système du loyer correspondant

à un pourcentage du salaire du chef du noyau familial. Ces mesures auront, entre autres, pour conséquence d'accroître les différenciations du niveau de vie entre les travailleurs eux-mêmes.

Toute une série de problèmes n'ont cessé de se poser dans le domaine de la gestion des entreprises et de l'organisation du travail.

Comme nous l'avons mentionné ailleurs, le critère en vigueur est celui de la «responsabilité d'un seul combinée avec la direction collective». En fait, le directeur est l'autorité suprême, il est désigné par les organismes supérieurs et est assisté par un conseil de direction où la direction syndicale est représentée. La participation des travailleurs à la discussion sur le plan, l'analyse des résultats, l'utilisation des fonds pour les stimulants matériels, etc., est garantie par «des voies et des formes différentes» (sur-

tout par les assemblées de production). En dernière analyse, elle n'a aucun pouvoir de décision sur les questions cruciales, on est plus près du «modèle» soviétique que du «modèle» yougoslave. Cela semble être confirmé par le fait qu'on ne respecte même pas le cadre fixé pour la consultation des travailleurs : d'après un rapport récent du président du *Juceplan*, 34 % des entreprises n'avaient pas discuté du tout le plan pour 1979 avec les ouvriers et 58 % des entreprises n'avaient accepté aucune des propositions faites par les ouvriers. Rappelons, d'ailleurs, que tout en ayant leur propre personnalité juridique, les entreprises sont responsables devant l'Etat qui leur délivre les moyens de production de base et les fonds de roulement dans le cadre d'un fonctionnement centralisé.

L'un des traits du cours nouveau adopté depuis 1970 avait été, parallèlement à la priorité aux stimulants matériels (2 bis), l'introduction généralisée du système des normes. Il est évident que le système des normes peut assurer des augmentations de la productivité du travail, mais il comporte des inconvénients sérieux, des tendances susceptibles de créer des tensions. Dans son discours au Congrès syndical de fin 1978, Castro a donné une idée assez claire des problèmes qui se posent.

En premier lieu, les normes restent très inégales - dans certains cas, elle sont «suavitas» (assez douces) (par exemple, dans les travaux agricoles), dans d'autres, elles sont trop sévères. En deuxième lieu, des différences de salaires sensibles subsistent et même s'accroissent : par conséquent, d'un côté, il est difficile de trouver des ouvriers disponibles pour certains travaux (les aides-tourneurs, par exemple), d'un autre côté, des déplacements à sens unique se produisent (par exemple, à la suite de l'augmentation des rétributions des professeurs universitaires, il est désormais difficile pour le *Juceplan*, où les rétributions sont inférieures, d'embaucher des économistes). En troisième lieu, se dessine



Fidel Castro avant d'entrer à La Havane.

une tendance à l'émergence de «salaires historiques» nouveaux, à savoir de salaires privilégiés par rapport à la moyenne. En pratique, il arrive, en outre, qu'on paie des salaires soit supérieurs, soit inférieurs à ceux correspondant aux fonctions effectivement accomplies. Finalement, l'une des conséquences de ces difficultés et de ces tensions est ce que, à d'autres latitudes, on appelle la «désaffectation au travail», autrement dit, la tendance à arriver en retard et à s'absenter souvent sans justification. Tant Castro que le rapporteur Roberto Vega n'ont pas épargné leurs critiques aux responsables et aux cadres qui, pour vivre tranquilles ou ne pas troubler leurs rapports d'amitié, font semblant de ne rien voir (3).

Nous avons déjà rappelé - à propos de l'agriculture - que la production du sucre a toujours un poids décisif. Mais l'économie agricole cubaine se heurte à un autre obstacle, de nature structurelle. 30 % des terres arables appartiennent encore au secteur de l'économie privée. C'est en partie une agriculture de subsistance. Toutefois, ce secteur produit presque tout le café et le thé et contribue dans la proportion de 25 % environ à l'élevage, de 20 % aux livraisons à l'industrie sucrière, de 50 % à la production des fruits, des légumes, etc. Le dernier congrès de l'Association des paysans (ANAP), en mai 1977, a dénoncé tous les inconvénients qui découlent d'une telle situation, notamment la difficulté de stimuler une mécanisation efficace. Il a été décidé de donner une impulsion aux coopératives, mais sans résultats très appréciables : les coopératives se forment à un rythme assez lent (jusqu'au congrès, il n'y avait que 43 coopératives, un an plus tard, il y en avait 136, pour un total de 21 500 ha et de 3 650 paysans) (4).

Enfin, Cuba pourra se trouver dans quelques années confronté à un problème que connaît depuis une décennie la Chine, à savoir un déséquilibre entre un nombre croissant d'étudiants diplômés et une pénurie relative

de places disponibles. Castro s'en est préoccupé : il a évoqué les inconvénients qui se produisent déjà (par exemple, l'impossibilité d'admettre aux universités tous ceux qui ont reçu le diplôme de la *Facultad Obrera*) et il explique dès maintenant que c'est une chose excellente que tout le monde puisse faire des études universitaires, mais que cela n'implique pas que tous puissent avoir un travail correspondant à leurs diplômes.

Le groupe dirigeant cherche une solution aux tensions multiples que nous venons de mentionner et, en général, aux difficultés de la croissance économique, en mettant l'accent sur l'exigence de stimuler davantage la production. Il insiste notamment sur la nécessité d'augmenter ultérieurement la productivité du travail aussi bien par une discipline plus rigoureuse et un contrôle plus strict de la part des responsables et des cadres que par un renforcement des stimulants matériels. Il déclare explicitement que la consommation doit être subordonnée aux besoins de l'accumulation. Il esquisse, en fait, une perspective de sacrifices et d'amélioration très limitée du niveau de vie pour la génération actuelle, qui - selon l'indication du congrès syndical récent - doit se consacrer au développement. La limitation de la consommation permettra, dans l'optique de la planification en vigueur, d'exporter davantage de produits industriels (par exemple, du ciment et des produits textiles) et de développer donc les importations nécessaires.

Pour reprendre une expression de Castro, il est incontestable que «la révolution a laissé en chemin derrière elle certaines étapes idéalistes, certaines étapes utopiques, irréelles». Malheureusement, elle l'a fait et elle le fait de plus en plus, en adoptant, sur le plan théorique, et en pratique, des conceptions et des méthodes déjà expérimentées - avec quels résultats ! - par l'URSS et d'autres pays d'Europe orientale.

L'INSTITUTIONNALISATION

A partir de 1976, les structures institutionnelles prévues par la nouvelle Constitution ont commencé à être mises sur pied. Il est possible, par conséquent, d'esquisser un premier bilan, ne fût-ce qu'approximatif, du fonctionnement de ces organismes (assemblées communales; assemblées provinciales et assemblée nationale élues par les assemblées communales). Les élections se sont déroulées à scrutin uninominal avec un nombre d'électeurs pour chaque collège relativement restreint (d'un minimum de 250 à un maximum de 3 000). Ont été élus 10 725 délégués. Ceux qui ont obtenu plus de 50 % de voix au premier tour, ont été élus immédiatement; lorsqu'un tel quorum n'a pas été atteint, il y a eu un deuxième tour. La première variante s'est vérifiée dans 7 888 cas. Les candidats étaient 30 000, c'est-à-dire trois fois plus nombreux que les sièges à pourvoir. Deux détails significatifs : 70,4 % des élus étaient membres du parti ou de l'organisation des jeunes : les délégués devaient prononcer un serment où ils s'engageaient «à se soumettre consciemment et librement au rôle dirigeant qu'accomplit dans la société le Parti communiste de Cuba».

L'Assemblée nationale - dont les membres, de même que les délégués aux autres assemblées sont révocables - est, d'après la Constitution, l'organe institutionnel suprême. Mais quel est son fonctionnement réel ? En 1977, elle a tenu deux sessions (respectivement en juillet et en décembre), qui ont duré trois jours chacune, en traitant une quantité énorme de problèmes. Par exemple, dans sa session de juillet, après avoir élu une vingtaine de commissions, elle a approuvé unanimement, au cours d'une matinée, toute une série de projets, sur la protection de l'héritage culturel, sur les monuments nationaux, sur les tribunaux militaires, sur l'organisation du système judiciaire. Dans une deuxième journée, elle a approuvé quatre autres projets de loi dont un sur le

code de la famille. La même session a décidé que le compte-rendu des députés devant leurs électeurs aurait lieu tous les quatre mois - au lieu des trois prévus auparavant - et que les sessions plénières des assemblées communales se tiendraient quatre fois par an au lieu de six. Il y a eu parfois des amendements votés majoritairement. Dans la session de décembre, ont été discutés 17 points à l'ordre du jour, dont le plan pour le développement économique, le budget de l'Etat pour 1978 et le nouveau code pénal.

Dans de telles conditions - et même en tenant compte du travail des commissions - l'Assemblée ne peut pas exercer effectivement son pouvoir de décision dans les domaines qui seraient pourtant de sa compétence. Le fait que le Comité central du Parti - qui se réunit lui aussi deux fois par an à la même époque - tranche avant sur les mêmes problèmes, du moins dans les cas les plus importants (par exemple, à propos du plan), en dit long sur le rôle réel de l'Assemblée. Il faut ajouter que les trois dernières sessions plénières du Comité central n'ont duré qu'une seule journée; ce qui démontre que cet organisme «suprême» n'a pas lui non plus de pouvoirs substantiels.

Les assemblées et les délégués au niveau inférieur maintiennent incontestablement des liens plus directs avec la base et prennent effectivement des décisions dans leurs domaines respectifs. D'autre part, les Comités de défense de la révolution, où sont actifs, selon les chiffres officiels, plus de 4 millions de citoyens, continuent d'accomplir leurs tâches. Il s'agit toutefois de tâches circonscrites dont l'accomplissement n'implique que des formes de démocratie horizontale. Il est significatif à ce sujet que le premier congrès national des CDR n'ait eu lieu qu'en 1977, à savoir 17 ans après leur naissance (5) !

Nous avons analysé dans un article paru à l'époque dans *Inprecor* (18 mars 1976), comment avait été préparé et s'était déroulé le congrès du Parti communiste cubain, réalisé pour la première fois à la fin de 1975. Le moins qu'on puisse dire est que les aspects propagandistes et rituels ont prévalu nettement sur les débats démocratiques réels. En 1977, a été convoqué le 3ème Congrès de l'Union des Jeunesses communistes, dont les adhérents étaient passés par rapport au congrès précédent

(1972) de 132 000 à 400 000. Le rôle qu'une telle organisation pourrait avoir, est démontré par le simple fait que 45 % de la force de travail du pays est constituée par des personnes de moins de 30 ans. En fait, le Congrès de l'UJC n'a pas eu beaucoup d'intérêt du point de vue politique. Les interventions des représentants du Parti - Perez et Raul Castro - ont été marquées par des tirades moralistes et paternalistes et par la préoccupation des dangers qui guetteraient la révolution dans 20 ou 30 ans, en l'absence d'une lutte opiniâtre contre toutes les tendances «révisionnistes» et «anti-sociales» dont les générations nouvelles pourraient être les victimes. Raul a saisi l'occasion pour illustrer sa conception des «trois piliers de la révolution cubaine», à savoir «l'unité interne du Parti sous la direction de son premier secrétaire, le camarade Fidel; l'unité indissoluble entre le Parti et le peuple et l'unité de tous les Cubains avec l'URSS, patrie du grand Octobre et du génial Lénine». Un bureaucrate stalinien ou brejnevien n'aurait pas choisi de formule différente (6).

Le Congrès de la Centrale syndicale (CTC), tenu fin novembre de l'année dernière, n'a comporté aucune nouveauté ni aucune rectification par rapport aux conceptions et à la pratique mises en lumière par le congrès précédent. Des comptes-rendus officiels, il ressort que la mise en scène et la propagande ont eu une place démesurée (Castro a présidé personnellement la plupart des séances). Un détail dont il est difficile de saisir la portée exacte : lors de l'élection de la direction, à bulletins secrets, certains dirigeants connus ont eu des voix contre. L'annonce a été accueillie dans la salle avec quelques murmures, mais Castro a commenté ce qui s'était passé comme positif. A propos du rôle des syndicats et de leurs rapports avec l'Etat, les textes et les interventions ont repris les formules consacrées par le congrès précédent, en combinant des mises au point correctes sur la nécessité d'une distinction entre syndicat



Les troupes cubaines en Angola

et Etat et sur la tâche propre des syndicats de protéger les droits des travailleurs contre « toute incompréhension, action arbitraire et injustice » avec la réaffirmation très nette du rôle dirigeant du parti par rapport aux syndicats et aux autres organisations de masses et à une idéalisation de l'Etat « socialiste », tel qu'il existe. « Ce qui se passe, a dit Castro, c'est que dans le socialisme, se réalise une identité et une identification miraculeuse entre les intérêts des travailleurs et les intérêts du peuple tout entier qui est naturellement un peuple de travailleurs ». Dans cette optique, il a évoqué ensuite l'épouvantail de l'économisme, tout en ajoutant qu'à Cuba, le problème ne se pose pas, et il a exclu comme absolument fantastique l'éventualité que des grèves se produisent. « Des grèves ? Qui est-ce qui parle de grèves dans un processus révolutionnaire, dans un processus socialiste ? ».

Malheureusement pour Castro, l'expérience de toutes les sociétés de transition jusqu'à celle de Cuba comprise, démontre que les choses ne sont pas si simples et que le « miracle » de l'identification des intérêts des ouvriers avec ceux de « leur » Etat ne se réalise pas toujours (7) !

La conclusion qu'on peut tirer est que le processus d'institutionnalisation et de restructuration des organisations de masse n'a pas abouti à une situation identique à celle qui existe dans d'autres Etats ouvriers. Par exemple, malgré les analogies, incontestables, le fonctionnement des assemblées n'est pas caractérisé par la même rigidité bureaucratique qu'ont les « assemblées » en URSS ou en Bulgarie. En fait, il y a un contact beaucoup plus vivant entre les électeurs et les élus - y compris grâce aux dimensions réduites des circonscriptions - et des candidatures différentes peuvent s'opposer. Autre exemple : l'idéologie et la pratique des organisations syndicales ne s'identifient pas non plus à celle des Etats ouvriers dégénérés ou déformés : comme nous l'avons souligné, des conceptions et des méthodes se combi-

ment qui comportent, sinon des interprétations, des accentuations différenciées et donc des marges de manœuvre plus grandes dans la pratique. Le résultat de tout cela est qu'existent à Cuba des formes de « démocratie horizontale » qui, dans d'autres Etats ouvriers, soit n'existent pas, soit n'ont existé que conjoncturellement et sectoriellement (par exemple, au moment de l'essor de l'autogestion en Yougoslavie ou à l'époque des plus graves crises de direction et des plus grandes mobilisations de masse en Chine) et que les liens entre les dirigeants et les masses restent plus directs et vivants que dans n'importe quel autre pays.

Toutefois, à la question de savoir s'il existe à Cuba des structures politiques et des organisations de masses propres à assurer une démocratie socialiste véritable, c'est-à-dire l'exercice du pouvoir des décisions par les masses avec des confrontations démocratiques effectives sur les grands choix économiques et politiques, la réponse ne peut être que négative. Il est inutile de souligner que l'absence de telles structures démocratiques révolutionnaires a aujourd'hui une signification et une portée beaucoup plus graves qu'au lendemain de la victoire de la révolution en 1959-60.

Les éloges inconditionnels que les dirigeants et la presse cubaine tressent constamment à l'URSS et aux autres Etats bureaucratiques, de même que les condamnations sommaires et indiscriminées de tous les opposants des pays de l'Est, traités par les épithètes typiques des agences de presse de Moscou, de Prague ou de Berlin-Est, n'améliorent certainement pas les choses. Cela d'autant plus que Cuba ne cesse d'avoir systématiquement recours à des textes soviétiques, staliniens et post-staliniens, pour la formation idéologique des cadres et des militants. La simple lecture de la presse suffit pour le faire comprendre.

En même temps, toute conception ou attitude relevant d'un point de vue marxiste révolutionnaire ou d'un point de

vue d'extrême-gauche (ou présenté comme tel), est l'objet de dénigrement ou de falsifications dans un style strictement stalinien. Trotsky lui-même continue d'être la cible d'articles polémiques virulents qui déforment monstrueusement sa pensée (8). La conception policière de l'histoire qui voit partout des agents et des espions, a trouvé à Cuba aussi des adeptes fervents.

CUBA, MOSCOU ET L'AFRIQUE

Nous ne pouvons pas analyser ici en détail la politique internationale de Cuba dans les divers secteurs du monde. Nous nous limiterons à quelques points centraux.

Rappelons d'abord que, déjà en 1972, Castro avait donné sans ambiguïté l'explication du tournant opéré. « Petit pays entouré de capitalistes, bloqué par les impérialistes yankees », Cuba ne pouvait pas attendre son intégration dans une Amérique latine gagnée par la révolution dans « 10,15,20,25,30 ans », mais il était forcé de s'intégrer dans le « camp socialiste » et de s'adonner à des manœuvres politiques et diplomatiques avec des gouvernements bourgeois, en Amérique latine et ailleurs (9). Cette politique a été poursuivie systématiquement depuis lors.

On pourrait expliquer que, sur le terrain théorique, des textes de dirigeants cubains ont affirmé la nécessité d'assurer une dimension internationale à la construction du socialisme et, surtout, que les initiatives les plus importantes de la politique étrangère de La Havane au cours des trois ou quatre dernières années ont été inspirées par une conception internationaliste de la lutte contre l'impérialisme (10). Nous ne nions ni ne minimisons pas de tels aspects; notamment, nous ne contestons nullement que l'intervention cubaine dans la guerre en Angola et l'aide à la révolution en Ethiopie ont contribué à affaiblir les positions du colonialisme, du néocolonialisme et, d'une manière générale,

de l'impérialisme en Afrique. Mais une appréciation d'ensemble ne peut faire abstraction d'une série d'autres éléments :

1) La politique étrangère cubaine est alignée sur la politique de l'URSS, en ce qui concerne les problèmes les plus importants. Depuis des années, il est impossible de saisir la moindre critique ou la moindre réserve cubaine à l'égard de Moscou. L'Union soviétique et ses alliés fidèles sont exaltés dans des termes dithyrambiques et présentés comme des phares d'internationalisme et de démocratie socialiste. Deux exemples, parmi les centaines qu'on pourrait faire. *Granma* n'a pas hésité à définir la constitution soviétique « *un monument aux droits fondamentaux de l'homme* », sans se soucier de préciser si les proclamations de cette constitution sont mises en exécution. Pendant son séjour à Moscou en février 1979, Raul Castro a déclaré, en s'adressant au chef de la bureaucratie soviétique : « *Vous êtes le plus haut dirigeant du parti qui conduit l'Etat soviétique vers de nouveaux et plus hauts sommets de progrès et de prospérité pour le peuple et pratique une politique étrangère léniniste dans les intérêts des peuples, de la paix, de la sécurité et de l'avenir de l'humanité.* » En même temps, les dirigeants cubains se sont placés au premier rang dans les attaques contre la bureaucratie chinoise, sans aucune économie de caractérisations et d'épithètes. Fidel Castro lui-même a dénoncé la direction chinoise comme fasciste, a fait un parallèle entre la Chine et l'Allemagne nazie et accusé Pékin de vouloir plonger le monde dans une guerre nucléaire (discours du 21 février 1979).

Les attitudes prises dans une période plus récente face aux Etats-Unis n'ont impliqué aucune concession qui puisse être légitimement critiquée. Mais elles s'insèrent dans le cadre de cette coexistence pacifique qui est traditionnellement le leitmotiv de la politique de la bureaucratie soviétique.

2) Les dirigeants cubains ont renoncé à toute critique à l'é-

gard des partis communistes d'Amérique latine, dont ils présentent les conceptions stratégiques et les approches tactiques sous un jour favorable et avec qui ils ont signé des textes communs. Des réticences ponctuelles - par exemple, à propos de l'attitude du Parti communiste argentin envers Videla (11) - ne se sont jamais traduites dans des critiques explicites et, en tout cas, elles ne changent en rien le tableau d'ensemble. Ce tableau est marqué par l'adhésion du PC cubain à la politique de collaboration avec des secteurs de la bourgeoisie « nationale » et avec des gouvernements expression de ceux-ci et, ce qui est pire encore, par l'exaltation de mouvements, gouvernements et personnalités bourgeois comme révolutionnaires (le cas du Pérou reste classique en la matière).

3) Alors que dans les années 60, la direction cubaine expliquait clairement que le conflit sino-soviétique, par les formes qu'il avait prises et par sa dynamique, avait des conséquences négatives sur la lutte anti-impérialiste, en particulier, sur la lutte des Vietnamiens contre l'impérialisme nord-américain, ensuite elle s'est placée sans réserve du côté de la bureaucratie soviétique, en participant au premier rang à la polémique contre Pékin (dans son discours pour le vingtième anniversaire, Castro a comparé la Chine à l'Allemagne hitlérienne).

4) La direction cubaine non seulement maintient des rapports cordiaux avec les pays capitalistes d'Europe occidentale, mais elle délivre aussi des certificats de bonne conduite à certains de leurs représentants. Par exemple, pendant la visite du premier ministre espagnol à Cuba, Castro a dit textuellement : « *La transition en Espagne est en train de se passer d'une façon brillante et progressiste. Au commencement, on doutait du futur de l'Espagne, mais il est devenu clair que là-bas il ne se passe rien... Suarez est un homme capable, brillant, et avec Juan Carlos, il a écrit une page très importante dans l'histoire de l'Espagne.* » Cela indique entre autres, que

Castro n'a plus aucune réserve sur la politique des partis communistes d'Europe occidentale, notamment du Parti communiste espagnol (sauf, bien entendu, pour ce qui concerne son attitude envers Moscou).

Mais venons-en à la politique de Cuba en Afrique. L'appréciation de Castro, selon laquelle l'Afrique serait actuellement le chaînon le plus faible de l'impérialisme est pour le moins discutable. Mais il s'agit d'un point secondaire. Il n'est pas secondaire que les Cubains présentent comme socialistes ou « *œuvrant en faveur du socialisme* » non seulement l'Algérie, le Mozambique, l'Angola et l'Ethiopie, mais aussi le Dahomey et la Guinée (en ce qui concerne l'Ethiopie, Castro a caractérisé la révolution dans ce pays comme une combinaison de la révolution française et de la révolution bolchévique). Encore plus grave est l'adhésion à l'un des principes fondamentaux de l'OUA, véritable Sainte Alliance africaine, à savoir le principe de l'intangibilité des frontières, déterminées, comme l'on sait, par les intérêts des colonialistes et néo-colonialistes, sans aucune consultation des peuples ou des nationalités concernées (12).

L'intervention dans la guerre en Angola a eu, répétons-le, un rôle progressiste; elle a été inspirée par un réflexe internationaliste. Mais on ne peut pas dire la même chose à propos de la présence des troupes cubaines en Angola maintenant. Le régime angolais, qui a conclu des accords avec des régimes néo-coloniaux parmi les plus réactionnaires et établi un modus vivendi avec l'impérialisme lui-même, notamment à propos du pétrole de Cabinda, est un régime néo-colonial et en aucun cas un Etat ouvrier. Il n'a pas hésité et n'hésite pas à exercer une dure répression contre les opposants de gauche, liés à des secteurs de masses et porte-paroles de ceux-ci dans leur lutte légitime pour des revendications économiques et les droits démocratiques. Quelles que soient les intentions subjectives des dirigeants - à plus forte raison, les sentiments des masses cubaines - le contingent cubain aide objec-

Des considérations analogues s'appliquent à l'Éthiopie. Il faut inscrire à l'actif des Cubains qu'ils soient intervenus, avec des sacrifices lourds, pour soutenir la lutte d'un pays néo-colonial contre des agressions ou manœuvres impérialistes, directes ou indirectes. Mais leur participation aux opérations militaires dans l'Ogaden posait déjà des questions dans la mesure où un problème national pouvait exister (il s'agissait de voir quelle autonomie avait ou pouvait avoir la question des Somalis dans le contexte plus général d'une opération où des forces réactionnaires, hostiles à la révolution éthiopienne, étaient incontestablement impliquées). De toute façon, lorsque la guerre s'est déplacée dans le Nord avec pour objectif l'écrasement des combattants érythréens, aucun doute n'était plus possible. Le régime d'Addis Abeba niait le droit d'auto-détermination à un peuple qui luttait par les armes depuis vingt ans environ pour son indépendance. Certes, Cuba a pris partiellement ses distances en ne participant pas directement aux opérations et en déclarant à plusieurs reprises que le problème de l'Erythrée devait être résolu sur le terrain politique. Mais une telle déclaration restait largement platonique dans la mesure où, d'un côté, il maintenait son soutien militaire au régime éthiopien en lui permettant de concentrer ses efforts dans le Nord, et d'un autre côté, il proclamait que la solution politique ne saurait remettre en cause l'unité de l'Éthiopie. Puisque le point crucial est justement que les Érythréens ne veulent plus rester dans le cadre de cet Etat et luttent pour leur indépendance, en fait, la position cubaine favorisait le régime d'Addis Abeba.

La question de savoir si son action est ou non autonome par rapport à Moscou est, sous cet angle, relativement secondaire. Dans le cas spécifique, les positions de Moscou et de La Havane ne s'identifient pas entièrement. Il est probable, d'autre part, que la décision d'intervenir en Angola ait été prise au début indépendamment de Moscou. Mais, tout d'abord, décision indépendante ne signifie

pas décision conflictuelle. En deuxième lieu - ce qui est plus - Cuba ne pouvait ni ne peut s'engager dans la mesure où elle l'a fait, sans un accord avec l'URSS dont elle dépend largement du point de vue aussi bien économique que militaire. En dernière analyse, quelles que soient les différenciations partielles, la politique internationale de Cuba aujourd'hui est globalement intégrée à la politique de la bureaucratie soviétique. Les proclamations d'amitié et de fidélité réitérées ne relèvent pas que de la rhétorique de circonstance, mais elles reflètent une situation réelle (13).

CUBA ET LES AUTRES ETATS OUVRIERS : ANALOGIES ET DIFFERENCES

Dans notre article *«De l'auto-critique à la nouvelle constitution»* (1975), nous avons attiré l'attention sur le fait que *«au-delà des différenciations découlant de facteurs spécifiques..., des conceptions et des méthodes dans une large mesure analogues ont tendance à prévaloir dans les sociétés de transition surgies jusqu'ici. Nous ne nous référons pas seulement aux similitudes structurelles (étatisation de l'industrie, survivance d'un secteur non collectiviste à la campagne, etc.), mais aussi à des traits plus précis...»* Depuis lors, cette tendance s'est accentuée davantage : non seulement dans le cas macroscopique de la Chine, mais aussi en ce qui concerne Cuba.

Nous ne reviendrons pas sur les traits typiques d'un Etat ouvrier qui impliquent tout naturellement une identité entre Cuba et les autres Etats ouvriers. Mais des affinités très strictes existent de plus en plus sous d'autres angles : formes de gestion économique sans participation réelle des masses aux décisions capitales; priorité aux stimulants matériels; acceptation et même théorisation d'une prétendue viabilité des diversités de rétribution et de niveau de vie au sein de la classe ouvrière et a fortiori entre classe ouvrière et d'autres couches sociales. Encore plus important est le fait que, bien que dans une mesure différente et à la

suite de différents processus, Cuba soit caractérisé, de même que les autres Etats ouvriers, par l'absence d'une démocratie socialiste institutionnalisée. Les grands choix restent l'apanage de groupes dirigeants restreints qui dominent dans l'Etat et le parti. Ensuite, de même que les autres Etats ouvriers, Cuba théorise et pratique le principe du parti unique et du rôle dirigeant de celui-ci par rapport à toutes les organisations de masses et les structures politiques et sociales. Dans ce parti - comme dans les syndicats - il est défendu de former des tendances ou des groupements. Finalement, quelles que soient les nuances des formules, l'édification du socialisme est conçue par les dirigeants cubains aussi dans le cadre d'un Etat national. D'où la tendance inévitable à subordonner les intérêts des masses en lutte dans le monde aux besoins du maintien et de la défense de cet Etat.

Certains pourront opposer à ce bilan des rappels à l'origine historique spécifique de la révolution cubaine et de la direction castriste, au rôle qu'elles ont joué dans les années 60, aux intentions subjectives du groupe dirigeant, y compris à l'étape actuelle (14). Mais le critère décisif est : quels mécanismes ont opéré et opèrent, quels résultats ont-ils produit, quelle est la dynamique qui se développe ?

Répetons-le : c'est une constatation primordiale que vingt années après la victoire de la révolution, n'existe pas une démocratie socialiste véritable. L'expérience historique nous a démontré que c'est justement l'absence d'organes de démocratie socialiste ou leur effacement qui ouvre le chemin à la bureaucratisation. Surtout dans un pays qui continue à être marqué par la pénurie, malgré les progrès réalisés, dans le cadre de l'Etat national et des conditions politiques données, une bureaucratisation est inévitable. Le problème est de savoir quelles dimensions ce phénomène a atteint, si la bureaucratie est devenue ou non une véritable couche sociale cristallisée, détachée de la classe

ouvrière et des autres couches travailleuses, si elle est désormais conditionnée essentiellement par la volonté de défendre par tous les moyens ses positions de pouvoir et de privilèges.

Les marxistes révolutionnaires se sont toujours efforcés de distinguer les phases différentes d'un processus, de ne pas confondre germes potentiels et phénomènes en plein développement, tendances naissantes et leur aboutissement. Ils ont en même temps repoussé toute attitude fataliste : les processus socio-politiques n'ont pas l'inévitabilité des phénomènes météorologiques. Il est bien connu que Trotsky a commencé à dénoncer les tendances à la bureaucratisation depuis 1923 (Lénine aussi l'avait fait pour sa part), mais ce n'est qu'au début des années 30 qu'il a théorisé la dégénérescence qualitative de l'Etat ouvrier et affirmé ensuite la nécessité d'une révolution politique contre le pouvoir bureaucratique. Il l'a fait sur la base d'une appréciation globale qui prenait en considération tous les facteurs d'un processus combiné (15).

Nous disons explicitement que nous ne disposons pas pour l'instant de tous les éléments analytiques nécessaires. Cette carence concerne notamment un point crucial : la portée des privilèges bureaucratiques. Il est toutefois incontestable que ces privilèges existent et que les bureaucrates - pas nécessairement les dirigeants les plus importants - jouissent d'un niveau de vie supérieur à tous les points de vue à celui des masses. Il nous paraît aussi évident que les bureaucrates tendent, en général, à défendre leurs positions de pouvoir ou de contrôle qui sont la source de leurs privilèges. Le fait que ce sont les bureaucrates moyens qui jouent le rôle le plus conservateur n'a qu'une valeur relative : le même phénomène s'était produit au début en Union soviétique.

Mais nous estimons qu'à l'étape actuelle les privilèges n'ont pas acquis les dimensions qu'ils ont dans les autres Etats ouvriers et, ce qui est plus, il y a un degré de cristallisation des couches bureaucratiques et de

leur pouvoir incomparablement inférieur. Cela s'explique aussi par le fait que les dirigeants maintiennent et tendent à maintenir des rapports avec les masses qui, tout en étant marqués par le paternalisme, n'ont pas les mêmes traits autoritaires que dans les autres Etats ouvriers et que les masses ne considèrent pas en général leurs dirigeants comme une force étrangère ou hostile. Par ailleurs, il n'y a pas eu et il n'y a pas à Cuba de répression de la même nature qu'en URSS, en Europe orientale ou en Chine. Dans leur presque totalité, les prisonniers politiques, dont le nombre est en voie de diminution rapide, sont effectivement des contre-révolutionnaires, le plus souvent coupables d'actes concrets contre l'Etat ouvrier. En outre, comme nous l'avons mentionné, les structures politiques ne sont pas complètement sclérosées et elles permettent des formes partielles de vie démocratique. Finalement, malgré l'alignement sur Moscou et une série d'attitudes prises au cours de la dernière décennie, la direction cubaine n'est pas apparue insensible aux exigences des luttes internationalistes. A plus forte raison, elle ne s'est jamais rendue coupable d'aucun crime ou d'aucune trahison comparable à ceux dont furent responsables les directions d'autres Etats ouvriers et partis communistes bureaucratés.

QUELLE PERSPECTIVE ?

On dira que, si les tendances que nous avons indiquées nous-mêmes ne cessent de se développer, la dégénérescence bureaucratique au sens strict est inévitable et qu'il n'y a pas beaucoup d'indices qui autorisent l'hypothèse d'un renversement de tendance à court ou moyen terme.

Répetons-le : il faut rejeter toute approche fataliste.

Dans un texte d'octobre sur la nature de classe de l'Etat soviétique, Trotsky écrivait : *«Est-il guérissable ? Poursuivre les tentatives de traitement, cela ne signifie-t-il pas une dépense stérile de temps précieux ? La question est mal posée. Par trai-*

tement, nous entendons non pas des mesures artificielles, détachées du mouvement révolutionnaire mondial, mais la continuation de la lutte sous le drapeau du marxisme. La critique impitoyable de la bureaucratie stalinienne, l'éducation des cadres de la nouvelle Internationale, la régénération de la capacité de lutte de l'avant-garde prolétarienne mondiale - telle est l'essence du 'traitement'. Il coïncide avec la direction fondamentale du progrès historique. Ces dernières années - notons-le en passant - des adversaires nous ont dit plus d'une fois que 'nous perdions du temps en vain', en nous occupant du traitement de l'Internationale communiste. Nous n'avons jamais promis à personne que nous guéririons l'I.C. Nous nous sommes seulement refusés, jusqu'à vérification définitive, à déclarer que le malade était mort ou sans espoir (16)». Une telle approche méthodologique s'impose aujourd'hui par rapport au problème de Cuba. Il ne s'agit pas de tirer des conclusions sur la base d'éléments analytiques insuffisants ou de proclamer qu'en tout cas le processus de bureaucratisation est irréversible. C'est la pratique qui tranchera et la possibilité existe de faire - justement - une vérification dans la pratique.

La caractérisation de Cuba, non comme Etat ouvrier dégénéré, mais comme Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques très graves, n'empêche aucunement d'affirmer la nécessité d'une lutte contre les tendances et les méthodes bureaucratiques qui sont une réalité depuis une période désormais assez longue. Cela n'empêche pas de développer une critique sur des problèmes cruciaux, en dénonçant tout ce qui entrave la construction d'une véritable démocratie socialiste, ni de lutter pour des changements substantiels.

Cela signifie que, sur le plan de la propagande, les marxistes révolutionnaires doivent avancer toutes leurs conceptions sur la structuration et le fonctionnement d'une société de transition et, donc, en premier lieu, sur le droit d'expression,

de presse, d'organisation, etc. Par ailleurs, affirmer le droit d'organisation - dans le cadre de la société nouvelle et dans le respect de ses lois fondamentales - n'implique pas d'être automatiquement en faveur de la formation d'un nouveau parti communiste, de même que la lutte pour le droit à l'autodétermination n'implique pas automatiquement une lutte pour la séparation.

Sur un terrain de lutte plus immédiate, il faudra se battre pour la liberté de débat sur tous les problèmes économiques et politiques à tous les niveaux (ce qui comporte le droit d'information sur les débats qui ont lieu, y compris dans les instances dirigeantes les plus élevées) et pour la liberté de publier sans aucune censure des journaux, des livres, des revues, etc. Il faudra lutter en même temps pour une démocratisation réelle des syndicats, pour leur indépendance effective par rapport au parti et à l'Etat, pour le droit de constituer des tendances dans le respect de la discipline dans l'action. Le même droit devra être revendiqué dans le parti.

Sur le plan international, on devra lutter pour une distinction nette entre la politique étrangère du gouvernement et la politique internationale du parti. Si, par exemple, le gouvernement estime qu'il est tactiquement utile d'établir de bons rapports avec le Pérou ou Panama, cela ne doit pas comporter une exaltation des gouvernements ou des dirigeants de ces pays dans la propagande du parti. Cuba devra continuer à s'engager dans des actions internationalistes contre l'impérialisme, et les classes dominantes indigènes, mais elle devra refuser toute aide militaire et politique qui contribuerait à consolider des régimes néo-coloniaux. Dans le cas de l'Ethiopie, elle devra reconnaître que le droit à l'autodétermination du peuple d'Erythrée est prioritaire par rapport au maintien de l'unité de l'Etat éthiopien et à plus forte raison par rapport au «principe» de l'intangibilité des frontières en Afrique.

Cuba devra finalement établir des rapports normaux avec tous les Etats ouvriers et, en se reliant à la bataille de Che Guevara dans les années 60, prendre l'initiative d'une bataille pour la reconstitution d'un front unique des Etats ouvriers contre l'impérialisme, qui mette fin à une division qui a déjà eu des conséquences dramatiques et est grosse d'une dynamique encore plus dangereuse.

Une lutte pour de tels objectifs permettrait de faire la vérification pratique dont nous avons parlé. Si elle avait un impact parmi des secteurs de masse, elle aurait des répercussions inévitables, y compris au niveau des cadres et de la direction elle-même, en provoquant des différenciations et des réalignements. C'est une perspective extrêmement difficile à réaliser sous l'angle des forces subjectives. Mais il s'agit d'une potentialité qui s'inscrit dans les conditions objectives. Il serait erroné de l'ignorer, en se résignant d'une façon fataliste à une «irréversibilité» du processus de bureaucratisation.

25 février 1979

NOTES

1) Tous ces chiffres ont été publiés par la presse cubaine - dont Bohemia et Granma - à l'occasion du vingtième anniversaire. Pour d'autres informations sur la situation économique, voir par exemple : «Cuba, Political Consolidation and Economic Adjustment», Bank of London and South America Review, février 1979.

2) Le problème des logements a été discuté à de nombreuses occasions. Voir, par exemple, le discours de Castro au Congrès syndical (Granma, 17 décembre 1978).

2 bis) Le travail aux pièces a été aussi réintroduit. D'autre part, dans une entrevue - intéressante sous plusieurs angles - donnée par l'un des principaux responsables économiques, Humberto Perez, à Bohemia (numéro 7, 1979) on explique que le marché parallèle avec ses prix plus élevés est le moyen qui permet aux travailleurs bénéficiaires des «stimulants matériels» de concrétiser l'avantage de salaires plus élevés.

3) Voir Granma, 10.12.78. Des phénomènes d'absentéisme scolaire ont aussi été dénoncés.

4) Voir Granma, numéro 4, 1978.

5) Voir pour des informations sur la composition des CDR, etc., Granma, numéros 40 et 41, 1977.

6) Dans son discours pour l'anniversaire de la révolution, Raul Castro a utilisé une formule analogue à propos des «trois facteurs qui expliquent la consolidation du pouvoir révolutionnaire à Cuba», à savoir «l'unité interne du parti basée sur le centralisme démocratique et la pureté des principes du marxisme-léninisme, l'unité autour du parti et du dirigeant suprême de la révolution, le camarade Fidel, l'unité de tous les Cubains avec la communauté socialiste et, en premier lieu, avec la grande patrie de Lénine, l'Union soviétique» (Bohemia, numéro 1, 1979).

7) Voir aussi l'intervention de Jesus Montane, membre du Comité central du Parti et chef du département «de atención a las organizaciones de masas», du Comité central, qui a réaffirmé le rôle dirigeant du Parti, tout en ajoutant que le «Parti a surtout intérêt à ce que les organisations de masses maintiennent, en général, le caractère autonome des fonctions et de l'autorité qui leur appartient». Pour concrétiser davantage, il a ajouté qu'il faut travailler à l'école de Lazaro Pena. La référence est loin d'être rassurante : Pena a été longtemps le symbole du bureaucrate syndical stalinien et, en 1966, il avait été démis de ses fonctions.

8) Voir par exemple un article de Jesus Orata Ruiz, paru dans Granma, 12 novembre 1977, que nous avons commenté dans Rouge, 27 décembre 1977.

9) Voir discours de Castro du 26 juillet 1972.

10) Voir, par exemple, un texte publié par Granma, 11 décembre 1977.

11) La presse cubaine a publié toutes les fois des analyses comme celle qui suit : «Il y a des secteurs du gouvernement qui, par des interdictions, des détentions et d'autres mesures, s'efforcent de maintenir l'état de répression existant alors que d'autres fonctionnaires (dont le Président Videla) sont partisans de formes limitées de dialogues avec des politiciens et des syndicalistes» (Granma, 31.12.1978).

12) Voir Granma, du 11 décembre 1977, du 22 mai 1977, et du 17 juillet 1977.

13) Une confirmation récente est l'identité complète de vues dans la crise indochinoise de fin 1978-com-

mencement 1979. Il est significatif, entre autres, que Raul Castro se soit rendu à Moscou dans le vif du conflit armé entre le Vietnam et la Chine.

14) Précisons, en passant, que les changements dans la composition du groupe dirigeant du point de vue de l'origine, ne sont pas en tant que tels décisifs. Autrement dit, nous ne croyons pas que la provenance du mouvement castriste «historique» soit en absolu une garantie, la provenance du PSP un danger. A notre sens, un homme comme Carlos Raphael Rodriguez est apparu à plusieurs reprises comme moins «stalinien» qu'un Raul Castro.

15) Voir à ce sujet aussi notre article, déjà cité, de 1975.

16) Oeuvres, 2, pp. 247-48. Rappelons qu'à l'époque Trotsky n'avait pas encore appelé à la révolution politique contre la bureaucratie stalinienne.

Angel FANJUL

Chers camarades,

Je viens de recevoir une copie de la lettre envoyée par le camarade Adolfo Gilly au camarade Jack Barnes, datée du 2 février de cette année et se rapportant au discours que celui-ci a prononcé sur le thème «Cuba, vingt ans de révolution», le 31 décembre 1978. Le camarade Gilly fait allusion à mon témoignage sur l'activité des trotskystes, et la mienne, lors de ces premiers mois de la révolution cubaine. Autant pour l'importance du problème posé par Gilly en lui-même que pour l'éducation des milliers de jeunes qui rejoignent aujourd'hui nos rangs, que parce que j'ai été un des protagonistes des faits en question, je me vois dans l'obligation politique de renouveler mon témoignage. Je dis renouveler mon témoignage, car un rapport détaillé sur l'intervention des trotskystes à ce sujet a été remis à l'époque (octobre 1960) au Bureau latino-américain et au Secrétariat de la IVe Internationale.

Alors que l'on se battait encore dans les montagnes cubaines, alors que Batista dominait

Débat / Cuba

Le rôle des trotskystes dans la révolution cubaine : un témoignage

encore l'île, nous, les trotskystes, avons lancé la campagne de soutien à la lutte de guérilla à Cuba. Dans un article que j'ai fait publier dans *Voz Proletaria*, je crois au milieu de 1958, et qui était intitulé «La chute de Batista s'accélère», je soutenais l'idée que dans le Mouvement du 26 juillet et dans la lutte de guérilla, une dialectique contradictoire se développerait, que les marxistes devraient lutter pour définir, quand je disais que dans ce mouvement convergeaient des militants de tendances petites-bourgeoises qui luttèrent pour l'humanisation du capitalisme et des équipes objectivement bolchéviques qui avaient en vue une issue socialiste. Ce n'étaient pas mes idées ni mes prévisions, c'étaient les prévisions et les conclusions partagées par toute une équipe latino-américaine, par les trotskystes latino-américains qui fonctionnaient sous la direction du Secrétariat international d'alors.

Pendant que cela se déroulait, en faisant de très gros efforts, le Bureau latino-américain de la IVe Internationale a envoyé quelques-uns de ses

principaux dirigeants à Cuba, le camarade Ortiz et la camarade Miranda, pour travailler au soutien de la révolution cubaine et, ce qui était la base essentielle de ce soutien, à la reconstruction du Parti marxiste-révolutionnaire, de la Section cubaine de la IVe Internationale.

Mais ce serait une erreur de penser que la réorganisation du trotskysme à Cuba n'a commencé qu'au moment où nous sommes arrivés. Un mouvement trotskyste ancien et traditionnel existait à Cuba. Gilly se réfère à quelques-uns de ses antécédents. Le camarade Livio Maitan en fait autant dans ses *Notes pour l'histoire du trotskysme en Amérique latine*; je m'en remets à eux.

Une partie de ce vieux mouvement a survécu à la longue nuit de Batista. Et non sous la forme d'unités isolées, de combattants qui amenaient leurs drapeaux, mais de militants actifs de différents fronts. Pour des raisons de sécurité, parce que ne nous savons pas quel est le sort actuel de plusieurs de ces militants admirables, je ne me référerais qu'à ce qui est de no-

torité publique à Cuba ou à ceux qui ne sont plus en vie.

Ce qui est certain, c'est que, avec le Bureau latino-américain ou sans lui, avec le Secrétariat international ou sans lui, le trotskysme est inscrit dans la chair et les os du prolétariat cubain. Est-il nécessaire de rappeler Mella, victime du stalinisme, et Sandalio Cujas, et tant d'autres !

Et personne ne parle de Medina, mort de tuberculose dans les prisons de Batista pour sa défense du trotskysme. Les camarades savent que Pablo Diaz, directeur public de notre journal, avant que celui-ci ne soit dissout par Batista, a été le dirigeant principal de l'opposition dans l'organisation syndicale cubaine.

Et les camarades savent-ils que Pablo Diaz est un des douze survivants du *Gramma* qui ont réussi à traverser les lignes de l'armée de Batista et à monter dans la Sierra Maestra, qu'il a aujourd'hui le grade de commandant dans l'armée cubaine et qu'il a à son actif l'opération contre l'action armée des *gusanos* contre-révolutionnaires dans le Camaguey ? Savent-ils que le camarade Pablo Diaz a été responsable de l'appareil financier de la guérilla ?

Des jeunes et des vieux ont participé à la guérilla. Je me rappelle de Mirella, presque un enfant, de Juan et d'Idalberto Ferrera; le premier était sergent-mitrailleur et le second caporal du front guérillériste de l'Est.

Le camarade Antonio Torres était président de l'*Hermandad Ferrocarrilera* - Association des Chemins de fer - de la Havane, et j'ai personnellement lu dans le journal syndical de celle-ci beaucoup d'articles de la IVe Internationale, y compris du journal *The Militant*, alors organisé dans le Comité international. Ces camarades ont livré une bataille courageuse, à des postes clés de la lutte de classes, pour le programme de la révolution socialiste, pour la démocratie ouvrière, contre la bureaucratie.

D'autres camarades, que je ne peux pas nommer, mais que je connais très bien, ont travail-

lé à des postes clés dans le sabotage urbain pour le soutien à la guérilla.

En arrivant à Cuba, j'ai été reçu officiellement par le gouvernement cubain et logé au siège du Congrès. Là je me suis réuni avec le reste de la délégation trotskyste, que le camarade Gilly énumère, et je m'en remets à lui pour cela, en ajoutant qu'il y avait aussi un délégué du POR chilien, et un Péruvien.

Dès le début nous avons pu nous rendre compte que l'atmosphère était chargée et annonçait une tourmente inévitable. L'appareil stalinien était prêt à utiliser tous les moyens pour réduire les trotskystes au silence. Immédiatement après notre arrivée, nous avons été embarqués dans un train qui s'appelait « *le train de la liberté* », avec les délégués présents, à destination de la Sierra Maestra, où était inauguré le Congrès. Ce voyage a constitué pour moi une expérience inoubliable. Le train s'arrêtait dans chaque village et dans chaque hameau, où les ouvriers et les paysans s'attroupaient pour exiger que les délégués prononcent des discours sur la révolution cubaine. Dans ce train voyageaient Luis Naguil d'Uruguay, Felipe Galvan du Mexique, et moi, qui venais d'Argentine. Nous ne sommes pas arrivés à temps pour l'inauguration du Congrès, la foule nous ayant retardés beaucoup plus que prévu. Dans les discours improvisés, nous avons fait parvenir au peuple cubain le salut du Secrétariat international de la IVe Internationale et nous avons défendu le cours permanent de la révolution socialiste à Cuba, contre toutes les formes de conciliation avec le Capital, contre la coalition avec la bourgeoisie, pour l'auto-organisation des travailleurs, pour le contrôle ouvrier, pour l'expropriation et la planification de l'économie. Nous appelions les ouvriers et les paysans à rester constamment actifs et vigilants et nous rappelions constamment le Guatemala. Nous appelions à prendre directement le pouvoir en main.

Lorsque nous sommes retournés à la Havane, la lutte

était déjà entamée, la direction stalinienne était décidée à contester nos mandats et à nous priver de nos voix et de notre droit de vote au Congrès.

Ce n'était pas seulement un conflit entre le stalinisme et nous, c'était un conflit dans le cours même de la révolution cubaine : le conflit entre les classes dans la révolution cubaine, le conflit entre l'Etat bourgeois ou l'Etat ouvrier. Nous étions conscients que l'alternative était là et pas ailleurs. Le Congrès latino-américain de la Jeunesse n'était qu'un pâle reflet du débat qui se définissait dans la direction de la révolution cubaine.

Face à cela, la délégation trotskyste n'a pas hésité. Nous avons fait imprimer en trois mille exemplaires le Manifeste que nous allions présenter comme thèses au Congrès, et nous l'avons distribué massivement à tous les délégués du Congrès, aux autorités cubaines, aux organisations politiques, syndicales, populaires, et à toutes les publications officielles et privées.

Malheureusement, pour les raisons de clandestinité déjà expliquées, je n'ai conservé aucun exemplaire de ce Manifeste, mais comme c'est moi qui l'ai rédigé, je me rappelle ses traits généraux. De toutes façons, des extraits fondamentaux de ce Manifeste ont été publiés dans la presse cubaine et latino-américaine de l'époque. Je m'en remets à cela.

Face à cela, quand ils n'ont pas pu cacher l'exclusion du trotskysme, les staliniens ont monté une nouvelle intrigue. J'ai été accusé publiquement d'être un agent de la CIA. Cela a été un moment difficile. La dénonciation est parue en première page de tous les quotidiens cubains. Tous nos noms y étaient, celui de Naguil, de Galvan, le mien et d'autres. Nous étions tous des agents de la CIA. J'étais en tête de liste.

Ceci ne nous a pas anéantis. Au contraire, cela a renforcé notre conviction de la nécessité et de l'importance de notre intervention. A partir de ce moment-là, les provocations se

sont succédées. Un ami personnel chilien, délégué d'une organisation chrétienne de ce pays, préoccupé au sujet de ma vie, peut-être honnêtement, a offert de me transporter subrepticement à l'Ambassade chilienne pour y solliciter asile, pour éviter - disait-il - que « *demain tu ne te retrouves le dos au mur* ». Nous avons repoussé avec fermeté toute idée de passer à la clandestinité, toute idée de demander refuge, de quelque façon et à qui que ce soit. Les trotskystes présents à Cuba ont été unanimes pour se résoudre à faire face à l'accusation, à affronter le jugement et à déjouer la manœuvre bureaucratique, et si nous perdions la bataille, nous nous proposons d'affronter de tels procès pour la défense de l'Internationale, pour défendre Cuba.

Ce n'était pas une provocation montée seulement par la Jeunesse stalinienne cubaine. Les directions de la bureaucratie stalinienne des partis communistes occidentaux, de Duclos à Blas Roca, tenaient en même temps une conférence à La Havane. Et cette réunion - d'après ce qu'a dit Hoy, le quotidien du PSP cubain (nom du Parti communiste cubain) - a résolu de se prononcer en faveur d'un gouvernement de coalition anti-oligarchique et anti-impérialiste à Cuba.

Toute la droite, toutes les tendances du réformisme, et les staliniens, avaient intérêt à réduire les trotskystes au silence, car ils apparaissaient comme les porte-paroles cohérents, avec un programme défini, d'une aile puissante qui, dans le mouvement révolutionnaire et dans la société cubaine, se prononçait pour une solution socialiste.

Nous avons fait face à la provocation et nous avons assisté à la première session du Congrès, où, au nom de la délégation trotskyste dans son ensemble, j'ai dénoncé le caractère de la conspiration et exigé la formation d'un Tribunal révolutionnaire pour juger de la morale révolutionnaire des trotskystes.

J'expliquais que je soumettrais à ce tribunal notre conduite révolutionnaire, mais cer-

tainement pas notre programme ni notre politique, qui, en tant que tels, devraient être évalués et jugés par les masses et mis à l'épreuve de l'Histoire, et non d'un tribunal. Je demandais aussi qu'au cas où nous serions reconnus innocents quant à notre conduite morale par le tribunal que je sollicitais, on juge alors ceux qui avaient été à l'origine de la calomnie contre nous et qui l'avaient développée et qu'ils soient condamnés pour calomnie contre des révolutionnaires, et expulsés de l'enceinte du Congrès.

Il ne m'a pas été facile de faire cette intervention. Quand j'ai demandé la parole, le Congrès, et une partie du public, se sont mis debout et m'ont réduit au silence en criant : « *Cuba si, yankees no* » (Cuba oui, yankees non). J'évalue à plus de dix minutes le temps qu'a duré la vocifération prolongée contre nous. Nous ne nous sommes pas laissés écraser, et j'ai fermement gardé en mains le microphone, renouvelant mon exposé autant de fois qu'il a été nécessaire pour imposer le silence. Quand il a été évident qu'ils ne nous réduiraient pas au silence, j'ai pu parler. On ne m'avait octroyé que cinq minutes de parole. J'ai parlé presque une demi-heure dans un silence absolu, sépulcral. Quand j'ai terminé, il y a eu des applaudissements nourris de la part du public, surtout du Syndicat des électriciens et de celui des instituteurs du Mexique, ainsi que de groupes révolutionnaires des Caraïbes. Le Président du Congrès, membre de la centrale des travailleurs chiliens, le camarade Nunez, a pris la parole pour demander le retrait de ma motion en faveur de la formation d'un tribunal, étant donné que je me référais à des dénonciations et à des qualifications faites en dehors de l'enceinte du Congrès, et a demandé si quelqu'un, dans les délégations, reprenait à son compte l'accusation que je dénonçais. Dans le cas contraire, l'épisode serait alors clos, et le Congrès rendrait clair qu'à aucun moment il n'avait agressé, par les faits ou par la parole, la délégation trotskyste. Comme personne n'a repris la calomnie

à son compte, ce premier épisode a été terminé.

Dans des moments aussi dramatiques, les gestes et les paroles des militants révolutionnaires revêtent une signification particulière. Je voudrais donner trois exemples. Le premier, c'est qu'un garde milicien pay-san du Congrès, au moment où l'attaque a redoublé, a encouragé mon intervention avec une seule phrase : « *en avant, petit, en avant* ». Le deuxième, c'est qu'un dirigeant du syndicat cubain du tabac m'a fait savoir que si le Congrès ne mettait pas fin à cet incident contre nous, sa délégation se retirerait. Ils « *n'avaient pas fait la révolution pour que recommence le mensonge* ». Et le troisième exemple se situe à propos du comportement des trotskystes non membres de la délégation, surtout celui de deux d'entre eux : le camarade Juan Ferrera, vêtu de son uniforme de sergent de l'armée rebelle, a distribué personnellement, à chaque délégué, un texte dénonçant la calomnie; une camarade nord-américaine très jeune, membre de la Jeunesse du SWP, a rompu la barrière qui isolait le public des délégués, et, absolument sans rien dire, a pris sa place à la table de la délégation trotskyste, au moment où s'élevaient les cris de « *Cuba si, Yankees no* ».

De toutes manières, une sorte de tribunal révolutionnaire s'est constitué, que présidait le Secrétaire général de la CTC (centrale des travailleurs cubains) et qui était composé de membres du Mouvement du 26 juillet, du PSP, du Mouvement de Chomon et de plusieurs autres dont je ne me souviens pas. Deux trotskystes assistaient à l'audience : Galvan et moi. Pendant ce temps, les autres membres travaillaient intensément auprès des délégués du Congrès dans de multiples réunions et conférences pour déjouer la manœuvre stalinienne. Le « jugement » a duré plusieurs heures. Le stalinien était « l'accusateur », j'étais le « défenseur ». Au cours du procès, il fut évident que la manœuvre stalinienne avait été déjouée par une autorité très im-

portante. Un appel téléphonique a interrompu les sessions et après cet appel les choses ont changé. On m'a garanti le droit de défense, et cela a été respecté. Mon exposé sur le futur de la révolution latino-américaine et les tâches socialistes de la révolution cubaine a duré deux heures. Lors de son déroulement, «l'accusateur» stalinien, qui avait momentanément abandonné les sessions, a utilisé sa dernière carte, qui était évidemment un chantage : «ils étaient disposés à abandonner toute campagne contre les trotskystes, si nous acceptions de retirer les thèses que nous avions proposées au Congrès». Quand on m'a fait une telle proposition, il était évident que la bataille était gagnée. Ma réponse a été catégorique : ni la force mondiale de l'impérialisme, ni les attaques de la bureaucratie soviétique, avec ses falsifications et ses procès de Moscou n'avaient pu faire taire le trotskysme, le camarade «accusateur» croyait-il qu'un chantage si misérable pourrait nous réduire au silence ? J'affirmais devant ce «tribunal» que nous soutiendrions les thèses, que nous les défendrions et les élargirions tant que nous aurions la possibilité physique de le faire, et que si nous n'en avions pas la possibilité, d'autres le feraient en notre nom. Ainsi a pris fin le «jugement». Le président de la Jeunesse de la CTC a déclaré fermement que cette commission considérerait qu'il n'y avait aucune raison ni aucune accusation valable contre les trotskystes et que le Congrès garantirait notre intégrité physique et morale.

Mais que disaient ces thèses dont on parle tant ? Je répète que je n'ai pas le texte sous la main, mais elles n'étaient que la réitération du programme de transition de la IV^e Internationale pour l'Amérique latine. Nous luttons pour : l'expropriation sans indemnité de toutes les entreprises impérialistes et des entreprises nationales d'intérêt public, et leur soumission à un contrôle ouvrier; la planification de l'économie; la réforme et la révolution agraire; la dissolution de tous les or-

ganes de l'Etat bourgeois et leur remplacement par un gouvernement ouvrier et paysan, basé sur des conseils ouvriers et paysans librement élus et révocables; la constitution de milices ouvrières et paysannes armées; la rupture de tous les pactes économiques, commerciaux, politiques, culturels et militaires qui liaient Cuba à l'impérialisme mondial, et surtout yankee; la pluralité des partis ouvriers, etc.; nous soulignions en particulier les points suivants :

- a. l'expulsion du représentant du Kuomintang et de l'ambassadeur de la Chine nationaliste de Chang Kai-Chek, et la reconnaissance du gouvernement de Chine populaire par Cuba, qui jusqu'alors ne l'avait pas encore reconnu;
- b. la reconnaissance du gouvernement algérien en exil (nous avons rappelé aux camarades que la guerre de libération battait encore son plein en Algérie et que le gouvernement s'était déjà constitué en exil, avec Ben Bella et Ben Yusef Ben Keddou);
- c. la dénonciation de l'OEA comme un repaire de pirates impérialistes et l'appel par Cuba à un congrès latino-américain des peuples latino-américains, avec des représentants des organisations et des centrales syndicales ouvrières, des partis politiques, des organisations de la jeunesse, des organisations paysannes, etc., pour constituer l'assemblée permanente du peuple latino-américain.

Parmi les points qui ont fait scandale, en plus de ceux que j'ai déjà mentionnés, il y en avait un qui spécifiait exactement : «pour l'expulsion de la base navale de Guantanamo, cœur de la contre-révolution». A aucun moment il n'était appelé à une marche quelconque contre cette base ou une autre. Les staliniens se saisirent ensuite de cette phrase pour monter une calomnie. Les staliniens, sans doute très sensibles, mettaient l'accent sur nos consignes qui appelaient à l'expropriation des raffineries de sucre nord-américaines, anglaises et françaises, à la collectivisation de la terre, etc. Ils étaient bien conscients que la base d'une conciliation de classe passait par la défense de la propriété privée.

Ce manifeste, que nous avons imprimé à 3000 exemplaires, fut finalement diffusé par centaines de milliers parce qu'il fut reproduit par toute la presse cubaine avec les points essentiels que j'ai cités; ceci a éveillé une grande sympathie populaire pour nos positions.

Comme n'importe quel observateur sans expérience pouvait le prévoir, nous savions que nos thèses seraient rejetées par une majorité écrasante. Nous nous sommes alors résolus à isoler chacun des points des thèses et de les présenter sous la forme d'amendements. Nous avons agi ainsi parce que nos thèses furent votées seulement par nos cinq voix. Lorsque nous avons présenté, au cours de longues réunions, les amendements les uns après les autres, le climat du Congrès s'est modifié peu à peu et certains de nos amendements furent approuvés par acclamation. Je me rappelle deux d'entre eux : celui de la reconnaissance du gouvernement provisoire algérien en exil et celui de la reconnaissance de la Chine populaire.

Nous avons objectivement changé le cours du Congrès, dont on avait prévu qu'il durerait deux sessions et que les votes y seraient faits par acclamations, à livre fermé, sans discussion. La petite délégation trotskyste a imposé un débat franc, ouvert, loyal. Le Congrès s'est énormément prolongé, je crois qu'il a duré près de dix jours, avec des sessions longues et épuisantes. Les dernières quarante-huit heures n'ont eu aucune interruption et la délégation trotskyste n'a pas dormi. On a discuté avec passion, des résolutions ont été prises, qui suivaient la ligne de l'internationalisme prolétarien.

Je n'ai pas la prétention de dire que tout a été correct, que nous n'avons commis aucune erreur, que rien n'aurait pu être mieux. Le contraire est évident. La délégation trotskyste a fait ce qu'elle a pu et personne, autant qu'il m'en souviene, ne s'est présenté là-bas au nom de notre Internationale pour faire mieux que ce que nous avons fait. Pendant le Congrès, le gouvernement de Fidel Castro a convoqué un meeting de masse

dans le stade national de La Havane, le soir du 6 août 1960. En tant que membres du Congrès, nous étions invités au meeting. On a discuté pour savoir si nous devions y participer ou non, car dans un meeting de masse, il n'était pas difficile de lancer une nouvelle provocation contre nous. Nous avons discuté et nous avons décidé d'y aller. Cela a été une nuit mémorable. Fidel Castro a dénoncé l'OEA, et a informé que toutes les raffineries de sucre et les principales entreprises impérialistes étaient expropriées sans indemnités. La révolution a repris son cours, le cours pour lequel nous nous étions battus. Cette nuit-là est né le premier Etat ouvrier d'Amérique latine, et les trotskystes ont participé à sa naissance.

Finalement, après ces épisodes, dans la chaude après-midi du 2 septembre 1960, sur la place alors appelée Place civique à La Havane - aujourd'hui, je crois que c'est la Place de la Révolution - devant des centaines de milliers de personnes, Castro a déclaré la rupture de tous les pactes militaires qui liaient Cuba à l'impérialisme nord-américain et l'expulsion du représentant de Chang Kai-Chek et de celui du Kuomingtang, ainsi que la reconnaissance de la Chine populaire. Je suis resté longtemps sur la place et quand j'en suis parti, les acclamations ne s'en étaient pas encore tues. Les propositions trotskystes - inscrites dans la nécessité inéluctable du cours permanent de la révolution - ont pris une forme matérielle et légale.

Et comme le rappelle à juste titre Gilly, nous avons eu le privilège d'être, après le thermidor stalinien, la première délégation trotskyste à apparaître de façon publiquement légale dans un Etat ouvrier.

Après le Congrès, j'ai reçu des instructions du Secrétariat international par l'intermédiaire de l'un de ses membres, alors le camarade J. Posadas : je devais faire parvenir au gouvernement cubain le salut et l'adhésion de la IVe Internationale, ainsi que le Programme d'action proposé par celle-ci, de solidarité internationale avec la révolution cu-

baine. C'est ce que nous avons fait : lors d'une rencontre fortuite avec Guevara, après une brève discussion, nous avons demandé une audience. La camarade Miranda et moi y sommes allés. C'était à moi de parler. Guevara pensait que nous allions parler de l'incident provoqué par les staliniens avec leur misérable calomnie. Nous lui avons fait savoir que ce n'était pas là notre objectif, car ces questions ne se règlent pas dans un ministère, mais que nous voulions transmettre le message et la préoccupation du Secrétariat de la IVe Internationale. L'audience avait au début été accordée pour quinze minutes. Guevara l'a fait passer à plus de deux heures. Conformément au mandat reçu, je transmis la préoccupation de l'Internationale, je transmis notre solidarité inconditionnelle avec la révolution cubaine - je ne pouvais pas parler d'Etat ouvrier, car on n'avait pas encore décidé de cette qualification - et le gouvernement cubain. Je fis savoir que nous étions préoccupés par le problème de l'auto-organisation des masses pour l'exercice du pouvoir et que nous pensions que les problèmes centraux étaient celui de la planification économique et celui du contrôle et de l'administration par les ouvriers. Nous avons beaucoup insisté sur le problème des forces sociales sur lesquelles devait s'appuyer la défense de la révolution cubaine et, à ce propos, sur l'importance qu'aurait la reconnaissance de la Chine populaire (je souli-

gne que cette réunion a eu lieu au moins quinze jours avant le 2 septembre 1960). Nous avons bien discuté de notre proposition. Guevara s'est montré très intéressé, surtout par notre interprétation des mouvements de masse populistes en Bolivie, au Chili et au Brésil. Il a parlé avec nous du processus d'administration ouvrière, a demandé notre opinion sur le conflit qui débutait entre la Chine et l'Union soviétique. Il a voulu savoir des choses sur la Yougoslavie. Plusieurs fois le capitaine Manresa - son secrétaire - est entré dans le bureau pour lui rappeler que c'était l'heure d'autres rendez-vous. Guevara a demandé de les ajourner pour ne pas interrompre notre réunion. Guevara donnait objectivement beaucoup d'importance au jugement de la IVe Internationale et suivait avec attention notre presse. Plusieurs fois dans la discussion, il s'est référé à des articles, soit de *The Militant*, soit de la *Revista Marxista Latino-americana*.

Dans cette réunion nous avons informé Guevara que le parti avait organisé une tournée que je devais faire à travers Cuba, pour organiser le parti et inaugurer le local de Guantanamo. Il a alors déclaré qu'on allait vers un parti unique de la révolution et que les autres partis ne seraient plus tolérés, mais que je pourrais faire la tournée, puisque le gouvernement garantissait ma liberté d'action.

DERNIERE MINUTE

REPRESSION EN TCHECOSLOVAQUIE :

Piotr Uhl arrêté ! Les porte-paroles de la Charte 77 Jiri Dienstbier et Vaclav Benda arrêtés ! Ainsi que Rudolf Batek, Jiri Rumi, Dana Nemeč et Jarmila Belikova !

Ces arrestations, que nous venons d'apprendre, témoignent une nouvelle fois que les libertés les plus élémentaires n'existent pas en Tchécoslovaquie. Face au mécontentement grandissant et aux exigences de respect des libertés, notamment du fait de la Charte 77, la bureaucratie frappe à nouveau les opposants. La riposte à cette nouvelle vague de répression et d'intimidation doit s'organiser immédiatement. Tout le mouvement ouvrier est concerné. Les protestations, pétitions, messages de solidarité, doivent être adressés à l'Ambassade de Tchécoslovaquie pour faire reculer le gouvernement tchécoslovaque.

**Libération immédiate des emprisonnés !
Solidarité avec les opposants tchécoslovaques !**